

BAGHDAD MANDOUCHE,
ANCIEN PDG D'UNE
FILIALE DE SONATRACH
**«L'Algérie vendra
du gaz avec zéro
carbone en 2030 »**

P 16

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'Algérie à la recherche de «constructeurs solides»

L'Algérie veut asseoir une véritable industrie automobile. Dans sa feuille de route, le ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique a fixé l'objectif d'avoir au moins entre 4 à 8 constructeurs solides. Donc, la démarche du ministère est claire. C'est d'aller résolument vers une véritable industrie automobile créatrice de richesse, de valeur ajoutée et d'emplois, indique le Président du secrétariat technique pour le suivi du dossier des véhicules au ministère, Mokdad Aggoune. P 3



FONCIER ÉCONOMIQUE

La plateforme numérique lancée avant fin mars 2024

L'année 2024 sera celle de la relance de l'investissement productif. Tant attendu par les opérateurs économiques et investisseurs, la plateforme numérique dédiée au dépôt des demandes d'octroi du foncier économique sera opérationnelle avant la fin du premier trimestre 2024. L'annonce a été faite par avant-hier dimanche par le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache.

P 2

SOUKNATEK EXPO

Intérêt croissant vers l'efficacité énergétique dans le bâtiment



La 3e édition du Salon international de la promotion immobilière, de la construction moderne et du décor (Soukinatek Expo), qui a pris fin hier lundi à Alger, a été marquée par l'intérêt croissant qu'accorde les acteurs du secteur vers l'introduction de l'efficacité énergétique dans les projets de construction. A cet effet, l'évènement a été l'occasion pour faire découvrir au grand public, mais surtout aux professionnels du secteur, les nouveautés du monde de la construction et des nouvelles techniques respectueuses de l'environnement.

P 4

INDUSTRIE

Le ministre Aoun inspecte le complexe d'El Hadjar

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a inspecté hier lundi le complexe sidérurgique d'El Hadjar. Sur place, le ministre a reçu sur place des explications détaillées concernant le foncier non exploité de complexe dont la superficie est estimée à près de 65 hectares. M. Aoun a également été informé concernant le tissu foncier dans le pourtour du complexe sidérurgique d'une superficie de près de 143 hectares.

P 5

AGRICULTURE

**Cherfa se réunit avec les
membres du Conseil
d'administration de la CNA**

P 2

FMI

**L'intelligence artificielle
touchera 60% des emplois
dans les économies
avancées**

P 5

EL-MEGHAÏER

**Plus de 80 exploitations
agricoles raccordées au
réseau d'électricité**

P 6

AIR ALGÉRIE

Affrètement de 3 avions en réponse à la demande croissante

La compagnie Air Algérie a procédé à l'affrètement de 3 avions gros porteurs pour répondre au programme de vols arrêté, a affirmé, dimanche à Alger, le P-dg de la compagnie, Yacine Benslimane. S'exprimant à la presse, en marge d'une séance au Conseil de la nation au cours de laquelle le ministre des Transports a présenté la loi modifiant et complétant la loi fixant les règles générales relatives à l'aviation civile devant la commission de l'équipement et du développement locale du Conseil, M. Benslimane a souligné que la compagnie avait lancé un plan d'affrètement d'avions en vue de répondre aux demandes enregistrées en période de grand pic, notamment en été et durant la saison du hadj, arguant qu'à ce jour 3 avions gros porteurs ont été affrétés. L'exécution de ce programme se poursuit et d'autres avions seront affrétés, a soutenu le même responsable. Quant au programme de renforcement de la flotte d'Air Algérie, il a affirmé que les 15 avions devant être acquis seront réceptionnés en 2025, et l'opération se poursuivra jusqu'en 2027.

AGRICULTURE

Cherfa se réunit avec les membres du Conseil d'administration de la CNA

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a présidé une séance de travail avec les membres du Conseil d'administration de la Chambre nationale d'Agriculture, consacrée à l'examen de plusieurs questions liées au secteur agricole et aux agriculteurs, a indiqué lundi un communiqué du ministère. Cette réunion, tenue dimanche, s'inscrit dans le cadre de "l'action de coordination et de concertation entre tous les acteurs du secteur en vue de mettre en œuvre les différents programmes, notamment le développement des cultures stratégiques, la protection de la richesse animale, la numérisation et autres questions liées au renforcement de la sécurité alimentaire", a précisé la même source.

FONCIER ÉCONOMIQUE

La plateforme numérique lancée avant fin mars 2024

L'année 2024 sera celle de la relance de l'investissement productif. Tant attendu par les opérateurs économiques et investisseurs, la plateforme numérique dédiée au dépôt des demandes d'octroi du foncier économique sera opérationnelle avant la fin du premier trimestre 2024. L'annonce a été faite par avant-hier dimanche par le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache.

Par Slimane T/Agence

Il a précisé que cette plateforme sera l'unique moyen d'afficher la disponibilité du foncier économique mais aussi de dépôt et de traitement des demandes de son octroi, et qu'elle sera lancée «progressivement avant la fin du premier trimestre 2024». S'exprimant à l'occasion de la tenue d'une séance de travail et de concertation avec une délégation du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), conduite par son président, Kamel Moula, M. Rekkache a ajouté que l'Agence n'attendra pas la création des agences chargées de l'aménagement du foncier économique dans divers secteurs (industrie, tourisme, habitat), pour lancer les dépôts des demandes, qui concernera l'ensemble du territoire national. Le directeur général de l'AAPI a expliqué que la plateforme numérique de l'investisseur n'affichera que le foncier «complètement» aménagé, tout en faisant état de «l'abondance du foncier». «Les chiffres préliminaires relèvent l'existence de dizaines de zones industrielles complètement aménagées et prêtes à être exploitées», a-t-il soutenu. Cela en plus du foncier urbain existant au niveau des villes nouvelles «qui sera mis à la disposition des

investisseurs à travers cette même plateforme», a-t-il ajouté. Le responsable a indiqué que l'Agence est «techniquement» prête à recevoir les demandes et qu'elle a commencé à faire les essais pour les simulations de demande d'octroi et générer les scores à partir de ces données. A ce titre, M. Rekkache a tenu à préciser qu'il ne s'agissait pas de simples demandes et que ces dernières doivent être accompagnées de toutes les fiches signalétiques, les études technico-économiques et les business plans des projets. Il a évoqué, également, des concertations avec les walis «afin de fixer les priorités en matière d'activités, qui seront affichées sur la plateforme, du fait que la grille d'évaluation des demandes est basée sur un certain nombre de critères», avec la vocation de l'activité comme l'une des priorités, «en plus du nombre d'emplois susceptibles d'être créés et la capacité financière de l'investisseur». M. Rekkache a annoncé, à l'occasion, la tenue d'un séminaire national qui sera organisé en mois de février prochain à Mostaganem afin de présenter cette plateforme ainsi que son mode de fonctionnement, tout vulgarisant tout le dispositif de l'octroi du foncier économique. Concernant la rencontre d'aujourd'hui, le directeur général a déclaré qu'elle

entre dans le cadre de la «poursuite du travail de concertation avec les partenaires économiques», et qu'elle a permis d'expliquer les différentes étapes qui conduisent à l'octroi du foncier économique, via la plateforme numérique dédiée à cet effet. Pour sa part, M. Moula a considéré que cette rencontre de «concertation et de coordination» n'a pas uniquement permis de parler du foncier économique, du fait que l'AAPI «n'est pas uniquement l'agence du foncier industriel», en relevant que cette séance de travail a été l'occasion de mettre en avant le rôle d'«accompagnement» que joue cette agence. Le président du CREA a affirmé que l'octroi du foncier économique «donnera un second souffle à l'économie nationale», vu son importance et du fait qu'il est «très attendu par les opérateurs» qui sont, selon lui, «prêts à relever le défi avec le lancement du processus de l'octroi du foncier économique». Il a relevé le rôle du CREA dans l'«orientation» des investissements par rapport aux priorités économiques, notamment en favorisant le développement de la production locale des matières premières et des intrants pour arriver à une autosuffisance dans différents domaines, ce qui conduira à assurer la sécurité alimentaire, sanitaire et énergétique du pays.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un espace web dédié aux investisseurs

Le ministère de la Postes et des Télécommunications a lancé un espace dédié aux investisseurs sur son nouveau site web "www.mpt.gov.dz", mettant en évidence les opportunités d'investissement offertes par le secteur, indique dimanche un communiqué du ministère. "En contribution du secteur de la Poste et

des Télécommunications à la mise en œuvre des engagements du Président de la République relatifs à l'amélioration du climat des investissements et à la création des conditions appropriées pour libérer l'esprit d'initiative et diversifier l'économie nationale, un espace a été réservé sur le nouveau site du ministère (www.mpt.gov.dz) met-

tant en évidence les opportunités d'investissement offertes par le secteur", précise le communiqué. Cet espace inscrit sous la rubrique "Espace investisseur", vise à mettre en évidence "les opportunités d'investissement offertes par le secteur et à fournir un guide expliquant l'ensemble des procédures relatives à la demande de li-

cences pour les activités de la poste et des communications électroniques, ainsi que les procédures relatives à la certification des équipements de la poste et des communications électroniques et celles relatives aux équipements sensibles des télécommunications", note la même source.

CNMA

Les jeunes incités à acheter des parts sociales

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a appelé, dimanche dans un communiqué, les jeunes à acheter des parts sociales de la compagnie et à s'impliquer dans la gestion de ses caisses régionales. « Dans le but de diversifier sa base, la CNMA encourage les jeunes à acheter des parts sociales et les incite à s'impliquer dans la gestion des caisses régionales en postulant comme candidat aux élections des conseils d'administration et par la même défendre leurs droits sur le terrain et augmenter le taux de pénétra-

tion du marché des assurances agricoles qui reste encore très faible, indique un communiqué de la CNMA. « Cette nouveauté est sans nul doute un atout considérable pour les caisses régionales afin d'une part, se rapprocher des jeunes et d'autre part, de les sensibiliser et de les inciter à assurer leurs biens pour mieux protéger leurs revenus », explique la même source. Dans ce sens, la CNMA a assuré être décidée à mettre en œuvre tous ses moyens, son savoir-faire et son expérience pour encourager et accompa-

gner ses sociétaires, qui rejoindront cette corporation dans le but d'apporter plus de changements avec une optique basée sur la modernisation des moyens de production et les nouvelles technologies notamment dans la branche agricole afin d'améliorer la production et la productivité et participer au développement économique du pays, pour la pérennité de l'activité des agriculteurs et des familles productrices et ainsi assurer la sécurité alimentaire du pays.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'Algérie à la recherche de «constructeurs solides»

L'Algérie veut asseoir une véritable industrie automobile. Dans sa feuille de route, le ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique a fixé l'objectif d'avoir au moins entre 4 à 8 constructeurs solide.

Par Zahir R

En effet, l'ouverture du marché automobile à l'importation n'est qu'une première étape et une procédure d'urgence pour répondre à la forte demande et réduire le déficit sur le marché après trois années de rupture, en attendant l'entrée en production des usines automobiles. Donc, la démarche du ministère est claire, dira le Directeur de l'intelligence économique au ministère de l'Industrie, président du secrétariat technique pour le suivi du dossier des véhicules, Mokdad Aggoune. «C'est d'aller résolument vers une véritable industrie automobile créatrice de richesse, de valeur ajoutée et d'emplois», souligne-t-il. D'abord une usine est déjà opérationnelle. Il s'agit de celle de Fiat implantée à Oran. D'autres usines seront réalisées au courant de 2024. Faisant savoir que 30 dossiers dans le domaine de la construction automobile sont en cours de traitement, le représentant du ministère de l'industrie a énuméré au moins quatre marques d'auto qui vont s'implanter en Algérie. Il s'agit de la marque chinoise Cherry qui réalisera une usine à Bordj Bou Arreridj, la marque JAC à Ain Témouchent, Geely à Médéa et également l'engagement de Hyundai pour la réalisation d'une usine en Algérie. Et d'ajouter : «On ne compte pas aller vers le montage. Notre objectif est d'avoir au moins entre 4 à 8 de constructeurs automobile solide». Concernant les taux d'intégration, le

même responsable a rappelé que les constructeurs sont appelés à atteindre un taux de 10% à fin de la deuxième année du lancement de son usine, à 20% à la troisième année et 30% à partir de la cinquième année. Des avantages fiscaux et parafiscaux seront accordés à ces concessionnaires conformément à la réglementation en vigueur, assure Mokdad lors de son passage au Forum d'El Moudjahid, en soulignant que le ministère accompagnera les PME activant dans les domaines en lien avec l'industrie automobile pour la création d'un tissu de la sous-traitance autour de ces usines. Sur ce point, l'expert en économie, en l'occurrence Abderrahmane Hadeff, estime que le contexte impose d'aller vers de nouveaux choix stratégiques pour l'industrie mécanique en remplacement des industries de montage de véhicules sans réelle valeur ajoutée. Il s'agit d'une industrie technologique par excellence. A cet effet, recommande-t-il, il serait beaucoup plus intéressant et économiquement plus bénéfique de réfléchir à lancer des projets investissements orientés vers la fabrication de batteries électriques nouvelle génération, des systèmes embraqués. Pour lui, «le paradigme de véhicule est entrain de changer radicalement, d'un moyen de transport vers un ordinateur à quatre roues. Après restera le défi de s'intégrer dans la chaîne de valeurs mondiales à travers des alliances stratégiques gagnantes». Concernant l'activité de concessionnaire, le responsable au ministère de l'Industrie a révélé

que 41 agréments ont été attribués à des opérateurs. «Depuis le début de l'opération en avril 2023 jusqu'au 11 janvier 2024, nous avons recensé 127 dossiers recevables. Parmi ces dossiers 80 ont reçu d'autorisation préalable pour l'importation de véhicules tous types confondus, soit 60% du total des dossiers», détaille-t-il, en précisant que 41 agréments ont été attribués pour 12 marques automobiles (utilitaire et touristique). Selon les précisions de l'intervenant, les chinois taillent la part du lion, avec 7 marques et une marque japonaise «Suzuki». Quant aux marques européennes, elles ne représentent que 25%, ajoute-t-il, en précisant que son département ne fait pas de différence entre les nationalités des marques automobiles. «Tous les opérateurs sont les bienvenus y compris les françaises», dira-t-il, en notant que Citroën et KIA ont eu leur agrément pour entamer les opérations d'importation. Il est à noter que jusqu'au 30 octobre 2023, 24 opérateurs ont eu l'autorisation d'importation d'un quota de 180 000 voitures de tout type confondu pour un montant de 1,9 milliard de dollars. Concernant l'année 2024, Mokdad Aggoune a indiqué que les quotas ne sont encore attribués et seront fixés selon les capacités financières du pays. «Le comité en charge de ce dossier sous la tutelle du ministère du Commerce n'a pas encore réuni. C'est à lui de définir les quotas nécessaires pour réguler le marché», précise-t-il, en faisant savoir que la demande du marché national est estimée à 800 000 véhicules/an.

INDUSTRIE

Le ministre Aoun inspecte le complexe d'El Hadjar

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a inspecté hier lundi le complexe sidérurgique d'El Hadjar. Sur place, le ministre a reçu sur place des explications détaillées concernant le foncier non exploité de complexe dont la superficie est estimée à près de 65 hectares. M. Aoun a également été informé concernant le tissu foncier dans le pourtour du complexe sidérurgique d'une superficie de près de

143 hectares. En effet, après avoir écouté la présentation, le ministre a donné des instructions aux responsables du complexe, qui se résument, selon un communiqué du ministère, en la nécessité d'identifier avec précision le foncier non exploité afin de l'orienter vers l'accueil de projets d'investissements industriels, soulignant que ces actifs immobiliers restent la propriété de l'Etat. Il a également ordonné d'exploiter toutes les ca-

pacités de production du complexe afin de suivre le rythme des projets structurants, notamment dans le secteur de l'énergie, tout en veillant à améliorer la rentabilité du complexe en termes de maîtrise des coûts de production et de réduction des dépenses tout en économisant sur la consommation de charbon. Ajoutant à cela, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de développer les machines de production, ce qui permet d'économiser

la consommation d'énergie. Pour rappel, et lors de la dernière réunion du Conseil des ministres tenue dimanche dernier, Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné au ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, de superviser l'opération de récupération du foncier industriel dans le pourtour du complexe d'El Hadjar, et son orientation vers l'investissement.

S R.

INDUSTRIE

Des indicateurs prometteurs présagent la transformation de Batna en pôle industriel

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a fait part, dimanche en fin d'après-midi, de son «optimisme» quant à la transformation de la wilaya de Batna en «pôle industriel par excellence». Le ministre qui a effectué une visite de travail et d'inspection à cette wilaya, a ajouté que les indicateurs présageant la transformation de la wilaya en pôle industriel étaient «évidents» lorsqu'on considère le nombre d'unités réparties dans les zones industrielles de cette wilaya, qu'elles soient en production, à l'exemple de celles spécialisées dans la céramique, ou devant être lancées au cours du premier semestre de l'année 2024, à l'image

de l'usine de production de cristaux d'insuline. M. Aoun a par ailleurs souligné, lors de l'inspection d'une usine de montage de véhicules automobiles d'une marque asiatique, située dans la commune de Djerma (est de Batna), à l'arrêt depuis des années, que la production reprendra «dès lors que l'Etat, désormais propriétaire de cette usine, prendra bientôt les mesures nécessaires pour cette reprise». Le ministre a indiqué, dans une déclaration à la presse, que l'usine en question se compose de deux sections, dont l'une a atteint un taux de réalisation de 70 %, tandis qu'une «décision sera prise pour l'exploitation de la deuxième section dédiée au montage de véhicules, à la

lumière d'une inspection devant être effectuée par une commission qui vérifiera l'état des machines situées dans cette partie de l'usine et qui n'ont pas fonctionné depuis environ 5 ans». M. Ali Aoun a rassuré les travailleurs qui étaient employés dans cette usine en leur affirmant que des efforts allaient être déployés afin qu'ils puissent retrouver leurs postes de travail prochainement. Le ministre a ensuite inauguré une unité de production de céramique dans la même commune avant de remettre, au terme de sa visite dans la wilaya de Batna, des autorisations définitives d'exploitation à un certain nombre d'investisseurs.

DU 24 AU 29 JUIN À ORAN

Tenue du 1^{er} Salon des véhicules thermiques, électriques et hybrides

Le Salon des véhicules thermiques, électriques et hybrides rechargeables (SIVEHA) tiendra sa première édition du 24 au 29 juin 2024, au Centre de conventions Mohamed-Benahmed d'Oran (CCO), ont indiqué lundi les organisateurs dans un communiqué. Organisée par la Sarl Mokacom, spécialisée dans l'événementiel et l'organisation des salons, cette première édition constituera "un événement majeur par son emplacement de choix dans la ville d'Oran, qui se prépare à devenir le futur hub et affirmer l'importance de l'industrie automobile en Algérie", a précisé la même source.

La tenue de ce Salon intervient, selon le communiqué, dans le contexte de la "réorganisation du secteur automobile depuis 2019 qu'a connue l'Algérie et qui a permis l'installation de nouveaux acteurs et la reprise de l'activité de certains anciens concessionnaires 2023, ainsi que le retour des marques sur le marché du neuf et la relance de l'implantation des usines de montage". "SIVEHA est un salon totalement repensé dont l'objectif est de créer un concept inédit et le défi de faire cohabiter le présent et le futur de l'automobile en Algérie. Cette première édition constitue une toile de fond importante et une plateforme pour l'industrie automobile en Algérie", a souligné l'organisateur.

Le Salon verra la participation d'un "nombre record d'innovations, de chercheurs et investisseurs dans le domaine des véhicules électriques et hybrides rechargeables +made in Algeria+", a fait savoir le communiqué ajoutant que SIVEHA marquera "le début des étapes clés de collaborations et de créations de nouveaux partenariats entre les acteurs et professionnels d'un futur hub". Pas moins de huit zones thématiques seront au programme de ce Salon dont les espaces d'expositions déployés sur une superficie de plus de 2500 m2 ont été conçus par les organisateurs pour "donner plus de consistance à l'événement et permettre à l'ensemble des participants d'évoluer dans une stratégie BtoB et BtoC".

R E.

BOUMERDES

Près de 500 chasseurs bénéficiaires d'une attestation d'habilitation en 2023

Près de 500 chasseurs de Boumerdes ont bénéficié d'une attestation d'habilitation à l'obtention d'un permis de chasse, après leur participation à des stages de formation qualificatives durant l'année 2023, a-t-on appris dimanche, auprès de la conservation forestière de la wilaya. Selon le conservateur local des forêts, Baroudi Belahouel, environ 400 chasseurs ont obtenu un permis de chasse en 2023 parmi ceux ayant bénéficié d'une formation qualitative dans le domaine, soulignant la poursuite en cours de la délivrance des permis de chasse restants. Le responsable a fait part, à ce titre, de l'organisation, en 2023, de 10 stages de formation d'une durée de deux à trois semaines chacun, avec un encadrement assuré par des spécialistes de la Conservation des forêts et de divers organismes et instituts de formation spécialisée dans le domaine, en coordination avec la Fédération des chasseurs de la wilaya et de 20 associations locales de chasse. A noter que la superficie forestière de Boumerdes est estimée à près de 23.000 ha, dont près de 4000 ha de forêts et près de 19.300 ha de maquis et de bois, soit un taux de 16 % de la superficie totale de la wilaya, estimée à 145.668 ha.

R E.

SOUKNATEK EXPO

Intérêt croissant vers l'efficacité énergétique dans le bâtiment

La 3e édition du Salon international de la promotion immobilière, de la construction moderne et du décor (Souknatek Expo), qui a pris fin hier lundi à Alger, a été marquée par l'intérêt croissant qu'accorde les acteurs du secteur vers l'introduction de l'efficacité énergétique dans les projets de construction.

Par R E/Agence

A cet effet, l'évènement a été l'occasion pour faire découvrir au grand public, mais surtout aux professionnels du secteur, les nouveautés du monde de la construction et des nouvelles techniques respectueuses de l'environnement. Au stand du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), un grand écran diffuse la vidéo d'une bâtisse pilote autonome en énergie renouvelable. «C'est une maison pilote réalisée au sein de notre unité de développement des équipements solaires établie dans la ville côtière de Bousmaïl (Tipaza)», explique Karim Guernouti, chef de service des relations extérieures et de la valorisation des résultats de la recherche au CDER. «Plusieurs énergies renouvelables ont été intégrées dans cette maison pilote que nous avons réalisée dans le cadre de nos travaux de recherche et développement», a fait savoir M. Guernouti, expliquant qu'il s'agit du solaire photovoltaïque pour l'éclairage et la climatisation du foyer et le solaire thermique pour faire fonctionner le chauffe-eau solaire. Outre les énergies renouvelables, l'équipe du CDER a doté la bâtisse d'un système de traitement des eaux pluviales. «Purifiée des bactéries et de la pollution, cette eau est propre à l'utilisation pour la douche, le ménage ou l'arrosage des plantes, ce qui nous permettra de préserver l'eau potable en ces temps où cette ressource devient de plus en plus précieuse», a-t-il fait valoir. Le CDER espère dupliquer ce modèle écologique dans plusieurs régions du Sud et des hauts plateaux. «Un projet ambitieux qui nécessite un financement conséquent», a af-

firmé M. Guernouti, ajoutant que le centre fait appel aux bailleurs de fonds et aux industriels du secteur pour financer sa réalisation. «D'ailleurs notre présence dans de tels événements nous permet de se rapprocher des industriels et des opérateurs du secteur de la construction afin de les inviter à tirer profit des résultats de la recherche développée au niveau du CDER, notamment celles ayant trait à l'efficacité énergétique, tant au niveau des habitations et des écoles qu'au niveau des unités industrielles», a-t-il conclu.

La production locale au rendez-vous

Rencontré au Salon, Idir, un jeune architecte en quête de promoteurs immobiliers pour leur proposer ses services, a affirmé que «l'enjeu majeur pour nous c'est de savoir comment accélérer les projets de logements durables dans le temps, tout en préservant le maximum de ressources». «Certes, nous devons intégrer les principes environnementaux dans tous nos projets de construction en optant pour des matériaux écologiques, mais nous devons également s'orienter davantage vers la conception de constructions avec un éclairage naturel pour réduire la facture énergétique», a-t-il suggéré en estimant que cet événement lui permettra de trouver des promoteurs avec lesquels il pourra partager ses talents. Toujours dans le domaine de l'efficacité énergétique, une entreprise privée algérienne, distributeur officiel d'une marque asiatique s'est lancée dans la production locale d'une large gamme de produits d'éclairage économe en énergie, dont les lampes, les spots, les luminaires ou encore les plafonniers avec une ca-

pacité de production globale de 500.000 pièces par an. «Reste qu'il y a des produits de haute qualité technologique en matière d'éclairage de cette marque que nous continuons d'importer, mais nous comptons les produire à l'avenir», affirme Achraf Mahdaoui, architecte concepteur d'éclairage au sein de cette société. «Le plus important c'est de profiter des opportunités de ce partenariat étranger pour acquérir le savoir-faire et la technologie nécessaires qui nous permettraient de développer la production nationale», a-t-il souligné. Par ailleurs, au stand d'une société spécialisée dans la fabrication des portes d'intérieur, des portes de plusieurs modèles et couleurs de production locale y sont exposées. «Ce sont des portes fabriquées à base de pvc et de sciure de bois», explique Manel Daoud, responsable commerciale de cette entreprise établie à Hamadi (Boumerdes). «La matière de ses portes est très résistante à l'humidité et à l'eau, d'ailleurs vous n'aurez même pas besoin de les peindre», a-t-elle affirmé. D'une capacité de production de 1000 portes par jour, la société dispose d'un carnet de commande bien rempli. "La demande reste élevée tant qu'il y'a des projets en chantier", s'est-elle réjouie, notamment ceux lancées par le ministère de l'Habitat (LPP, AADL, LPA). Outre ces ventes sur le marché local, la société a réalisé des opérations d'exportation, notamment vers la Côte d'Ivoire. La 3e édition de Souknatek Expo a vu la participation d'une centaine d'exposants activant dans différents créneaux liés à la promotion immobilière, la construction et la décoration moderne, dont des sociétés étrangères chinoises et turques établies en Algérie ainsi que des banques.

TOURISME ET ARTISANAT

Appel aux artisans à recourir à l'e-commerce pour écouler leurs produits

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a appelé dimanche dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection, à la wilaya de Khenchela les artisans à recourir à l'e-commerce pour écouler leurs produits. Ecoutant les préoccupations des artisans présents à l'exposition organisée au musée de la tapisserie de la commune de Babar, le ministre a affirmé que "les artisans sont tenus de suivre l'évolution en cours et d'exploiter les réseaux sociaux et autres plateformes pour promouvoir leurs divers produits". Il a également considéré que les acteurs du secteur de l'artisanat doivent s'adapter aux exigences actuelles du commerce et coordonner avec les chambres de wilayas de l'artisanat et des métiers du pays pour prendre part aux diverses expositions nationales et exposer leurs productions à travers les établissements hôteliers. Lors de l'inspection du projet d'aménagement de la station climatique Chélia dans

la commune de Bouhmama, le ministre a donné des instructions pour hâter les travaux dont le taux d'avancement actuel est de 33 % et pour renforcer le personnel des chantiers afin de rattraper le retard accusé. Il a également ordonné aux responsables locaux du secteur d'accélérer les procédures de résiliation du contrat de l'entreprise chargée du lot de l'éclairage et de le réattribuer à une autre entreprise de sorte à ouvrir la voie aux investisseurs pour lancer leurs projets dans cette région où se trouve le deuxième plus haut sommet montagneux d'Algérie, Ras Kaltoum. Il a précisé à ce propos que l'Agence algérienne de promotion de l'investissement a mis à la disposition des investisseurs une plateforme numérique qui leur présente les multiples avantages accordés aux investissements touristiques dans les différentes wilayas. Au musée de la tapisserie de Babar où il a reçu un exposé sur ce projet à 89 % réalisé, le ministre a exprimé sa satisfaction

de ce projet, exhortant à en exécuter les travaux restant relatifs au raccordement aux divers réseaux dans un délai n'excédant pas les deux semaines pour le mettre en service. Il a également rappelé que ce projet est venu répondre aux demandes des artisans de cette région célèbre pour son tapis éponyme estimant que son estampillage en favorisera la commercialisation à large échelle. Sur le même site, le ministre a visité une exposition avant de présider une opération d'estampillage de tapis par le Centre régional d'estampillage du tapis de Té-bessa suivie de la distribution de cartes professionnelles numériques à des artisans. Lors de son inspection des travaux de réhabilitation de la station thermale Hammam Leknif dans la commune de Beghai, M. Mokhtar Didouche a souligné que pareilles opérations requièrent un minutieux travail lors de la réalisation pour préserver l'aspect esthétique de ces réalisations. Il a également recommandé

à l'entreprise de réalisation de renforcer les effectifs du chantier pour rattraper le retard et permettre la réception du projet au plus tard dans deux mois. Le ministre a recommandé aussi au bureau des études de préparer une fiche technique du lot relatif aux aménagements extérieurs pour assurer au projet un aspect de qualité. Dans une déclaration de presse au terme de la visite du chantier de réaménagement de la zone d'extension touristique Hammam Essalihine dans la commune d'El Hamma, le ministre a relevé que la réalisation des projets retenus pour le secteur au titre du programme complémentaire décidé pour la wilaya par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lui permettra d'avoir des espaces récréatifs et des structures touristiques et de promotion du produit artisanal dont le tapis de Babar qui l'habilitent à devenir un pôle touristique par excellence.

R E.

NIVEAU DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE EN JUIN 2023

Au plus bas depuis la baisse exceptionnelle de 2020

La dette publique achetée par le secteur bancaire algérien représente 40% de la masse monétaire globale en juin 2023! Elle a augmenté de 180% depuis 2017. En valeur, elle représente 13 152,3 milliards de DA fin juin 2023. Elle était de 4 691,9 milliards de DA fin 2017 (seulement 19% de la masse monétaire). C'est ce qui ressort de l'analyse du cabinet Finabi Conseil.

Par Reda Hadi

Si la résilience de l'Algérie à savoir s'adapter, n'est plus à démontrer, le poids de la dette par rapport au produit intérieur brut (PIB) indique un besoin de vigilance et de gestion prudente. Le fondateur du cabinet Finabi Conseil estime que «la dette publique achetée par le secteur bancaire algérien représente 40% de la masse monétaire globale en juin 2023. Elle a augmenté de 180% depuis 2017». En valeur, cette dette «représente 13 152,3 milliards de DA fin juin 2023. Elle était de 4 691,9 milliards de DA fin 2017 (seulement 19% de la masse monétaire). Les crédits à l'économie ont connu une rigidité relative (à peine une évolution de 18% entre 2017 et fin juin 2023). Ils représentaient 63% du total actif du secteur bancaire algérien en 2017 (8 077 milliards de DA/14 098 milliards DA). Ils ne sont que 43% du total actif des banques en juin 2023 (10470 milliards/24 226 milliards) ». Aussi, c'est une baisse relative de 31% en 5,5 ans. En somme, pour ce cabinet, les banques tant publiques que privées ont failli, alors qu'elles jouent un rôle important dans la mobilisation des ressources nécessaires pour financer la dette. Cela inclut l'émission de titres de dette sur les marchés nationaux et internationaux. Certains soulignent que le secteur bancaire algérien, confronté à divers défis,

doit également s'adapter aux besoins de financement de l'État tout en préservant sa stabilité financière. Cela nécessite donc, une gestion prudente et une régulation efficace de la part des autorités monétaires. En effet, indique le fondateur de Finabi conseil, «les crédits accordés au secteur privé sont passés de 5 647 milliards de DA en 2021 à 5914 milliards en juin 2023. A peine 330 milliards d'évolution. Soit 60 milliards par an! » La dette publique achetée par le secteur bancaire a quant elle évolué de 2 000 milliards de DA, soit 400 milliards annuellement. Pour illustrer la défaillance du secteur bancaire actuel dans sa mission de financer la sphère réelle, l'analyse souligne que le bilan des banques est passé de 14 098 milliards de DA à 24 226 milliards entre fin 2017 et fin juin 2023, soit 10 128 milliards d'augmentation. Or, 66% de ces ressources supplémentaires viennent essentiellement des dépôts de SONATRACH et des dépôts à terme des ménages, ont été investies sous forme de bons de trésor pour financer le déficit budgétaire et les crédits à l'économie n'ont augmenté que de 1 592 milliards (à peine 16% des ressources supplémentaire sur la période d'analyse).

Faut-il pour autant, tirer la sonnette d'alarme?

Ce phénomène de remplacement des ressources budgétaires par les ressources

bancaires commence à tarir la liquidité bancaire. Elle a atteint en juin 2023 son niveau le plus bas depuis 2020. Elle a diminué de 982,5 milliards de DA en une seule année passant de 2008 milliards de DA en juin 2022 à 1026 milliards en juin 2023.

Toujours selon cette analyse, le rôle du secteur bancaire, est de financer l'économie réelle et subsidiairement de financer le déficit budgétaire. La situation en 2017 était normale (63% du total actif des banques sous forme de crédits à l'économie et 15% sous forme de crédits à l'Etat). La situation actuelle (43 % sous forme de crédits à l'économie et 36% sous forme de crédits à l'Etat) est dangereuse et notre capacité de résilience sera réduite si la courbe des prix des hydrocarbures s'inverse.

Il faut prendre le problème à sa juste valeur, et savoir s'adapter. Si la politique monétaire joue un rôle clé dans la gestion de la dette, la Banque d'Algérie, par ses politiques, cherche à maintenir un équilibre entre la stimulation de la croissance économique et la maîtrise de l'inflation. Ces actions ont un impact direct sur la capacité du pays à gérer sa dette. Il est intéressant de noter, disent des économistes, que le dinar algérien, a connu des fluctuations au cours des dernières années, ce qui a des répercussions sur le coût de la dette libellée en USD. La stabilité monétaire est donc un enjeu de taille dans le contexte de la dette nationale.

FINANCES

Remise des lettres de missions aux DG du ministère des Finances

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé, dimanche à Alger, la cérémonie de remise des lettres de missions, contenant les contrats d'objectifs et de performance, aux directeurs généraux (DG) du ministère des Finances, indique un communiqué du ministère. Dans son allocution lors de la cérémonie de remise des lettres de missions, organisée au siège du ministère en présence des Directeurs généraux et des chefs des services centraux, M. Faïd a affirmé «la grande importance que revêt l'événement de remise officielle des lettres de missions, car constituant une étape importante dans la réalisation du processus stratégique visant à renforcer la performance des différents services ministériels, arguant que ces dernières renferment des détails sur les missions fixées pour chacune des structures du ministère des Finances, appuyées par

des contrats d'objectifs et de performance (COP)». Les lettres de missions constituent également un document stratégique fixant les axes de priorités du travail, les objectifs tracés et les indicateurs de mesure des résultats à réaliser, ainsi les indicateurs de mesure des résultats à réaliser se convertissent en normes concrètes d'évaluation du taux de progrès réalisé et de garantie de la réalisation des objectifs fixés", explique le ministre. Cette rencontre affirme «l'attachement à la performance, mais aussi la volonté de tisser un lien étroit entre la vision du Gouvernement, les objectifs ministériels et les mesures d'application en vigueur au sein du ministère des Finances», a-t-il rappelé. «Les lettres de missions se veulent un cadre solide pour l'orientation des différentes tâches ministérielles», estime M. Faïd. Les structures intégrées dans le nouveau budget se rapprochent du ca-

dre administratif basé sur la performance comme prévu dans la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), a-t-il poursuivi, soulignant que pour les autres structures la LOLF prévoit l'élaboration des contrats de performance en fonction des missions prédéfinies.

Dans ce sillage, le ministre a appelé à relever les défis liés à la définition des objectifs et des indices des structures qui ne sont pas orientées directement pour assurer les services publics. A la fin, M. Faïd a affirmé que «la cérémonie de remise des lettres de mission "traduit l'action commune et la cohésion nécessaires pour la concrétisation des objectifs communs à travers la conjugaison des efforts en vue de construire un avenir financier et économique fort et prospère», selon la même source.

R E.

FMI

L'intelligence artificielle touchera 60% des emplois dans les économies avancées

Le développement de l'intelligence artificielle (IA) aura des conséquences pour 60% des emplois dans les économies avancées, a souligné dimanche la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. "Dans le monde, 40% des emplois seront touchés. Et plus vous occupez un emploi qualifié, plus ce sera le cas. Ainsi pour les économies avancées, et certains pays émergents, 60% des emplois seront concernés", a déclaré Mme Georgieva, citée par l'AFP.

Elle a précisé que les impacts évoqués ne sont pas forcément négatifs, car cela peut aussi se traduire par "une hausse de vos revenus". Les données sont issues d'un rapport publié par le FMI avant les réunions du Forum économique mondial de Davos, qui débutent lundi dans la station alpine suisse. Selon le rapport, l'IA pourrait accélérer les inégalités salariales, avec un effet négatif tout particulier sur les classes moyennes, alors que les salariés disposant d'ores et déjà de hauts revenus pourraient voir leur salaire "augmenter plus qu'à proportion" du gain de productivité que l'IA leur permettrait d'assurer.

"Il est certain qu'il y aura un impact mais il peut être différent, que cela entraîne la disparition de votre emploi ou au contraire son amélioration. Dès lors, que faire de ceux qui seront touchés et comment partager les gains de productivité, que peut-on faire pour être mieux préparés?", s'est interrogé Mme Georgieva. Selon le rapport, Singapour, les Etats-Unis et le Canada sont les pays qui se sont le mieux préparés jusqu'ici à l'intégration de l'IA mais, comme le souligne la directrice générale du Fonds, "nous devons nous concentrer sur les pays à moindre revenus". "Nous devons aller vite, leur permettre de profiter des opportunités offertes par l'IA. La vraie question sera de mettre de côté les craintes liées à l'IA pour se concentrer sur comment en tirer le meilleur avantage pour tous", a insisté la patronne du FMI. D'autant que dans un contexte de ralentissement du rythme de la croissance mondiale, "nous avons terriblement besoin" d'éléments capables de relancer la productivité. "L'IA peut faire peur mais cela peut être également une immense opportunité pour tous", a conclu Kristalina Georgieva.

R I.

EL-MEGHAÏER
Plus de 80 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité

Plus de 87 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité à travers les communes de la wilaya d'El-Meghaïer, a-t-on appris lundi auprès des responsables de la direction de distribution de l'électricité et du gaz. Ces projets de raccordement s'inscrivent dans le cadre du développement du secteur agricole, à travers l'alimentation des exploitations agricoles en énergie électrique, et l'accompagnement des agriculteurs, a déclaré à l'APS le responsable de la direction, Mohamed Rouaighia. Dans le cadre de la même opération, 19 postes transformateurs électriques ont été installés et la réalisation d'un réseau de distribution de plus de 22 kilomètres linéaires de basse et moyenne tension, selon la même source. Il est prévu aussi le raccordement de 221 autres exploitations agricoles au réseau d'électricité, l'installation de près de 50 postes transformateurs électriques, et la réalisation d'un réseau de distribution de plus de 60 kilomètres linéaires de basse et moyenne tension, a-t-il ajouté. Ces opérations menées par la direction de distribution d'électricité et du gaz de la wilaya d'El-Meghaïer visent l'accompagnement des efforts de développement dans cette jeune wilaya, et l'amélioration de la qualité de service, a-t-on fait savoir.

BOUMERDES
Plus de 6600 logements seront distribués en 2024

Plus de 6.600 logements de différents types seront distribués durant l'année 2024 à travers 25 communes de la wilaya de Boumerdes, apprend l'APS de la direction locale du logement. Les premières unités du programme des logements publics seront livrées « prochainement et de façon progressive », soit dès l'achèvement de la réalisation des réseaux divers (eau, gaz, électricité) et des aménagements extérieurs, a indiqué le directeur du secteur, Mazen Sendekli. Ce programme de logements dont a bénéficié la wilaya ces trois dernières années, englobe 4.050 logements publics locatifs (LPL) répartis sur 19 communes, près de 300 logements promotionnels aidés (LPA) ventilés à travers quatre communes, 1.100 unités de la formule location-vente (programme de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement, (AADL) aux Issers et Corso, et près de 1.200 aides à l'habitat rural, a-t-il ajouté. Le même responsable a fait part de la distribution, ces quatre dernières années (entre 2020 et fin 2023), à Boumerdes, de près de 24.500 logements, dont 9.400 LPL, parmi lesquels 3.500 unités affectées au relogement des occupants des chalets et 1.400 logements sociaux participatifs (LSP). A cela s'ajoutent près de 1.400 LPA, 8.100 unités du programme de l'AADL, 480 logements promotionnels publics (LPP) et 5.145 aides à l'habitat rural.

EL-MENIAË

Plus de 40 exposants au salon de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et de l'élevage

Près de 45 exposants, investisseurs en domaine agricole, issus de différentes régions du pays, prennent part à la deuxième édition du salon de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et de l'élevage ouverte dimanche à la salle omnisports de la commune de Hassi-El-Gara, wilaya d'El-Meniaï.

Représentant des entreprises nationales versées dans divers segments agricoles, les participants exposent une panoplie de produits et équipements agricoles, dont ceux de labours-semailles, de forage puits, en sus d'autres entreprises spécialisées dans la production végétale, des équipements électriques, solaires notamment sollicités par les agriculteurs. Initié par la société Agro-expo, ce salon regroupe aussi des agronomes et experts en économie qui ont, à cette occasion mis en exergue le potentiel agricole de la région à la faveur des résultats obtenus dans divers créneaux agricoles aidés par les conditions climatiques et hydro-édaphiques dont regorge la région, constituant également facteur de développement de la richesse animale. Cette manifestation (14-16 janvier) sera mise à profit pour consolider la position productrice de la wilaya d'El-Méniaï et la promotion des produits culturels vers le marché étranger, notamment africain. Dans son allocution d'ouverture de ce salon le wali d'El-Meniaï, Mokhtar Benmalek, a souligné "l'importance de cette ma-



nifestation au regard de la vocation agricole de la région de par ses importantes potentialités agricoles, notamment en culture stratégiques, avant d'indiquer que les services agricoles s'emploient à aplanir les contraintes susceptibles d'entraver les efforts de développement de l'investisse-

ment agricole". Le directeur des services agricoles a, de son côté, indiqué que "cette manifestation constitue un trait d'union entre les investisseurs et les entreprises de services pour le développement du secteur agricole dans la région".

ESPACES VERTS

Réouverture prochainement du jardin public de Sousse de Constantine

Le jardin public de Sousse, situé au dessous du pont d'El Kantara de la ville de Constantine, faisant l'objet d'une vaste opération de restauration, sera enfin rouvert « avant la fin du mois de janvier en cours », apprend l'APS du directeur de l'entreprise de développement des espaces verts de Constantine (EDEVCO), Fateh Madoui. Lancée en mi-décembre dernier, cette opération de réha-

bilitation qui permettra à ce jardin de devenir un espace d'attraction touristique dans la ville des ponts suspendus a consisté en le renouvellement de tous le réseau d'éclairage public, ayant été réalisé par l'établissement public d'entretien de la voirie et de l'éclairage public (EPEVEP), a précisé à le même responsable. Les actions entreprises qui sont en voie d'achèvement, ont porté également sur le revête-

ment des allés, l'installation des clôtures de protection, l'aménagement des espaces verts, le renouvellement du mobilier urbain (des bancs publics), l'installation des bacs à déchets et toilettes publiques en plus de la plantation de nouvelles essences de plantes et la pose du gazon naturel, et cela sans modifier le plan initial du jardin, a-t-il ajouté. Ce jardin récréatif, est destiné à accueillir les visiteurs

et le grand public constantinois dans cette wilaya dépourvue de ce type d'endroits de loisirs et de détente, a souligné la même source. Pour rappel, 40 agents de nettoyage ont été mobilisés pour le nettoyage et le désherbage de ce jardin riche de plusieurs espèces botaniques, en plus de l'aménagement d'un espace pour abriter des activités culturelles et des soirées musicales.

STATION D'ÉPURATION D'EL KERMA D'ORAN

Mobilisation d'une importante enveloppe financière

Une importante enveloppe financière de 200 milliards de cts vient d'être débloquée par les services concernés pour la réhabilitation de la station d'épuration d'El-Kerma, a annoncé récemment le directeur de la société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) Oussama Helaili. Il s'agit d'une enveloppe financière conséquente destinée à deux volets. Le premier pour la création d'une nouvelle conduite qui reliera la station de pompage de Petit lac jusqu'à la station d'El Kerma sur une distance de 9 km et le

deuxième pour la modernisation des équipements de la station. Cette enveloppe démontre encore une fois la volonté de l'Etat à mobiliser tous les moyens financiers nécessaires pour des projets de différents secteurs. Notons que les pouvoirs publics ont décidé ces dernières années de bien utiliser les capacités maximales de la production des eaux traitées, afin de couvrir les besoins des wilayas. L'utilisation de ces eaux ne présente aucun danger pour la santé publique, ou la qualité des produits agricoles, car ces eaux sont traitées par une méthode

chimique, selon les procédures techniques et de la santé appliquées dans l'utilisation des eaux traitées pour l'irrigation des différents produits agricoles. La surface agricole irriguée est passée de 350.000 hectares à près de 1,3 million d'hectares depuis le début des années 2000. Soit plus de 15 % de la surface agricole utile (SAU). L'utilisation de techniques d'irrigation économe permettra d'épargner quelque 02 milliards de m3 d'eau. Les volumes d'eau ainsi économisés peuvent irriguer 200.000 à 300.000 hectares à travers le territoire national.

CROISSANCE RUSSE

Pourquoi les prévisionnistes se sont trompés pour 2022 et 2023, et pourquoi ils se tromperont encore pour 2024

Depuis le début de l'application des sanctions occidentales contre la Russie fin février 2022, de nombreuses prévisions catastrophiques ont été faites sur l'économie russe. L'effet des sanctions, ou plus exactement des « mesures de coercition économique [1] », prises contre la Russie depuis le début du conflit en Ukraine, a été l'objet de nombreuses discussions[2]. Leur efficacité a été remise en question[3]. En fait, l'expérience du premier épisode de sanctions contre la Russie (2014-2017) n'a pas été concluante[4], et il en va évidemment de même pour le second[5]. Mais un autre problème est alors apparu.

1^{ère} partie

Par Jacques Sapir

Depuis le début de l'application des sanctions occidentales contre la Russie fin février 2022, de nombreuses prévisions catastrophiques ont été faites sur l'économie russe. L'effet des sanctions, ou plus exactement des « mesures de coercition économique [1] », prises contre la Russie depuis le début du conflit en Ukraine, a été l'objet de nombreuses discussions[2]. Leur efficacité a été remise en question[3]. En fait, l'expérience du premier épisode de sanctions contre la Russie (2014-2017) n'a pas été concluante[4], et il en va évidemment de même pour le second[5]. Mais un autre problème est alors apparu. Dans « l'Occident collectif », comme l'appellent les russes, on a fondé l'espoir que les sanctions pourraient conduire à un échec massif de l'économie russe susceptible d'amener le pays à cesser ses opérations militaires en Ukraine. La réalité réelle a été tout autre, la Russie a souffert d'une récession modérée en 2022 et a connu une forte croissance en 2023. Cela conduit à une question assez troublante pour les économistes : pourquoi des erreurs de prévision de la croissance ont-elles été commises par divers acteurs économiques internationaux, mais aussi russes, pour 2022, 2023 et 2024 ?

Les erreurs commises en 2022

Les sanctions prises par l'UE[6] ou les États-Unis[7] ont été importantes. Ils ont été imités ou repris en partie par de nombreux pays comme le Canada, mais aussi le Japon, l'Australie, Taïwan, la Corée du Sud ou encore Singapour. Cependant, tous les pays ne les ont pas adoptés. Que ce soit en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, de nombreux pays – qui dénoncent aussi pour certains la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine – refusent de les appliquer. Il faut citer à ce titre la Chine, l'Inde et la Malaisie, mais aussi le Mexique, le Brésil, les pays du golfe Persique, pays des BRICS ou ayant demandé à adhérer aux BRICS, et la Tur-

quie, pays pourtant membre de l'Otan. Cela a faiblit considérablement la portée des sanctions actuelles. La tentative occidentale « d'isoler » la Russie, que ce soit sur le plan diplomatique ou économique, a été au mieux un succès mitigé et plus probablement un échec. Des prédictions apocalyptiques ont alors été faites par beaucoup, et notamment par une équipe dirigée par J. Sonnefeld de l'Université de Yale[8]. Mais, le raisonnement, peu ou mal sourcé, semble devoir beaucoup à l'idéologie et à la propagande. Le professeur J. Galbraith a démystifié la plupart de ses arguments[9]. De même, l'étude réalisée au Trésor français par Mme Bénassy-Quéré apporte quelques réponses mais n'évite pas non plus les biais idéologiques[10]. Un aperçu de ces erreurs de prévision a donc été fait dans un article publié fin 2022, par une équipe de collègues de l'Institut de Prévision Économique de l'Académie des sciences de Russie (IPE-ASR), dirigée par le professeur Dmitry Kuvalin[11]. La Banque mondiale prévoyait donc une récession de -11,2% en avril 2022, puis de -8,9% en juin. Il en a été de même pour les institutions russes comme le ministère du Développement économique (-7,8% en mai), l'IPE-ASR et la Banque centrale de Russie. L'étude dirigée par D. Kuvalin a montré que la résilience de l'économie russe avait été largement sous-estimée comme le montrent les résultats réels de fin d'année avec une récession de seulement -2,1%. Une autre étude part de l'hypothèse que les chiffres fournis par l'agence russe des statistiques ne sont pas fiables, ou sont truqués, et tente de recourir à des chiffres alternatifs[12]. Cette étude a été menée par deux chercheurs, A. Schmith et H. Sakhno, de la Banque centrale européenne[13]. Ils utilisent des statistiques partielles sur la consommation des ménages, dont certaines ont été collectées par des entreprises privées russes. Cependant, ces données sont extrêmement fragiles. Les chiffres de la consommation dépendent des préférences en matière de consommation et d'épargne, préférences qui ont naturellement été modifiées par la nouvelle situation. Par ailleurs, l'évolution du PIB est également affectée par d'autres paramètres, notamment en ce qui concerne l'industrie. Enfin, l'hypothèse d'un

passage d'une consommation des ménages centrée sur la consommation individuelle vers une consommation centrée sur les biens collectifs (transports, infrastructures, etc.) n'est pas prise en compte. Cela met en évidence la fragilité de cette étude. Un article est cependant venu appuyer les estimations calculées par les deux chercheurs à partir de données satellitaires montrant que la pollution diminuait en 2022 dans certaines régions russes, et en déduisant que ce serait la preuve d'une production industrielle largement réduite[14]. Cependant, les informations sont beaucoup moins convaincantes qu'il n'y paraît. L'industrie chimique, l'un des principaux responsables de la pollution atmosphérique, était en baisse en Russie jusqu'en mars 2023, les exportations vers les pays de l'UE ayant été largement réduites. La baisse a été de -6,7% pour le deuxième trimestre 2022, de -4,6% pour le troisième trimestre et de -5,9% pour le quatrième[15]. Cela expliquerait la réduction de la pollution détectée par les satellites. Par ailleurs, l'industrie chimique, l'industrie des résines et plastiques ou celle du raffinage, tout comme la métallurgie, ont un ratio pollution/PIB qui est bien supérieur à la moyenne industrielle. Une baisse de production d'environ -5% engendre une diminution de la pollution globale bien plus importante. Or, ces branches ont connu un niveau de production déprimé pendant une grande partie de 2022 et ne se sont rétablies qu'après février 2023. Les estimations pour 2023 suivent la même trajectoire. Dans un article publié en décembre 2022, un analyste de Carnegie prédisait entre trois et cinq ans de récession pour la Russie[16]. Mais il n'existe aucun fait concret pour étayer cette analyse. En fait, la Russie est sortie de la dépression provoquée par les sanctions au second semestre 2023. Le FMI prévoyait une croissance modeste de 0,7% avant de revoir à la hausse ses prévisions[17]. L'IPE-ASR a aussi débuté fin mars avec une prévision de -0,7%[19]. Il a cependant considérablement révisé ses chiffres le 30 mai où il tablait sur une croissance de 2,4%[20]. À l'été, ses prévisions dépassaient les 3,0% et il terminait l'année 2023 en prévoyant une croissance

de plus de 3,5%. Le ministère du Développement économique de Russie a d'abord publié une prévision de 1,2% (soit au-dessus de celle du FMI) [21], puis a atteint 2,8% en septembre et 3,5% en novembre. La Banque centrale s'est montrée plus prudente en prévoyant autour de 1,0% d'ici avril 2023[22], puis a relevé ses prévisions de 2,2% en juillet et de 2,8% en octobre[23]. L'institut de recherche de la VEB est passé de 0,8% en avril à 3,4% en novembre 2023[24]. D'un autre côté, un universitaire russe, Oleg Bakun, a estimé que les données provisoires du FSGS étaient trop conservatrices et a donné des estimations pour 2023 à plus de 3,0 % [25]. La répartition des estimations pour 2023 a donc été assez ouverte. Néanmoins, il est clair que l'économie russe a connu une croissance rapide cette année[26]. Toutefois, une grande partie de cette croissance a eu lieu au cours des trois derniers trimestres et a évidemment surpris les prévisionnistes russes. Les prévisionnistes des institutions économiques internationales occidentales se sont également trompés sur la croissance russe, plus ou moins de la même manière qu'ils l'avaient fait pour 2022. Ils ont systématiquement sous-estimé la dynamique de l'économie russe. Cette persistance d'erreurs, souvent importantes, soulève plusieurs questions. Il convient néanmoins de noter que les causes des erreurs dans les prévisions de croissance ne semblent pas être les mêmes pour les Russes et les Occidentaux.

Quelles ont été les principales causes des erreurs de prévision de croissance ?

Une partie des erreurs de prévision est certainement technique. Les modèles utilisés ne semblent pas capables d'intégrer des changements brusques de trajectoire ou de nouvelles relations économétriques entre production, investissement et demande interne. C'est notamment le cas des modèles DSGE (Dynamic Stochastic General Equilibrium), fréquemment utilisés et notamment par les institutions internationales et les Banques Centrales[27].

Source : Les crises.fr

[1] <https://www.ohchr.org/en/unilateral-coercive-measures> See also, Olson R.S., "Economic Coercion in World Politics: With a focus on North-South Relations" in World Politics, vol. 31, n°4, July 1979, pp. 471-494. Sapir J., "Wendet sich der Wirtschaftskrieg gegen Russland gegen seine Initiatoren?" in Stefan Luft, Sandra Kostner (Editors): Ukrainekrieg. Warum Europa eine neue Entspannungspolitik braucht, Frankfurt am Main, 2023, Westend-Verlag [2] Carpentier-Charlety E., « Le Mirage des Sanctions » in Fondation Jean Jaurès, March 30, 2022, <https://www.jean-jaurès.org/publication/le-mirage-des-sanctions-economiques/> [3] The Spectator, "Why the Economic War Against Russia Has Failed", in The Spectator, May 13, 2023, <https://www.spectator.co.uk/article/why-the-economic-war-against-russia-has-failed/> [4] Bali M., "The Impact of Economic Sanctions on Russia and its Six Greatest European Trade Partners: a Country SVAR Analysis", in Finansy i Biznes [Finance & Business], Vol. 14 (n°2), 2018, pp.45-67; Bali M. & Rapelanoro N., "How to simulate international economic sanctions: A multipurpose index modelling illustrated with EU sanctions against Russia", in International Economic, Vol. 168, December 2021, pp. 25-39; Giumelli, F., – «The Redistributive Impact of Restrictive Measures on EU Members: Winners and Losers from Imposing Sanctions on Russia ». Journal of Common Market Studies, March 2017, pp. 1-19; Kholodilin, K. and Netsunajev, A., « Crimea and Punishment: The Impact of Sanctions on Russian and European Economies ». Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung DISCUSSION PAPERS, No. 1569, 2016. [5] Sapir J., "Has Western Sanctions Against Russia Failed?" in Bali M (edit), Sanctions and the Impact of the Russia-Ukraine Conflict, New-York, Nova Science Publishers, 2024 (à paraître) [6] <https://www.piie.com/blogs/realtime-economics/russias-war-ukraine-sanctions-timeline> [7] <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/04/06/fact-sheet-united-states-g7-and-eu-impose-severe-and-immediate-costs-on-russia/> [8] Sonnefeld J., Tian S., Sokolowski F., Wyreblowski M. and Kasprovicz M., "Business Retreats and Sanctions Are Crippling the Russian Economy", July 19, 2022, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4167193 [9] Galbraith J., « The Gift of Sanctions: An Analysis of Assessments of the Russian Economy 2022-2023" Institute of New Economic Thinking, Working Papers, n°204, April 10, 2023 and "The Effect of Sanctions on Russia: a Skeptical View" in The Brave New Europe, April 20, 2023, <https://braveneweuropa.com/james-k-galbraith-the-effect-of-sanctions-on-russia-a-skeptical-view> . [10] <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2022/06/20/russie-le-rouble-qui-cache-la-foret> [11] Кувалин Д. Б. (Kuvalin D.B.), « Российская экономика в условиях жестких внешних санкций: пробле-

мы, риски и возможности », in ЭКОНОМИЧЕСКИЕ И СОЦИАЛЬНЫЕ ПЕРЕМЕНЫ: ФАКТЫ, ТЕНДЕНЦИИ, ПРОГНОЗ , Vol 15, n°6, 2022, p. 79-93. [12] <https://www.finance-gestion.com/voxfi/les-chiffres-de-croissance-de-la-russie-sont-ils-fiables/> [13] <https://cepr.org/voxeu/columns/recession-russia-deepens-evidence-alternative-tracker-domestic-economic-activity> [14] Rosen P., "Russia's economy is suffering from industrial decline as satellites detect less pollution in the air", May 5, 2023, Markets Insider, <https://markets.businessinsider.com/news/stocks/russian-economy-industrial-decline-air-pollution-satellite-data-ukraine-war-2023-5> [15] ROSSTAT, Sotsial'no-Yekonomicheskoe Polozhenie Rossii, n°3/2023, Yanvar'-Mart 2023, p. 46, table 32, https://rosstat.gov.ru/storage/mediabank/22_20-02-2023.html [16] Pokopenko A., "The Cost of War: Russian Economy Faces a Decade of Regress", Carnegie Endowment for International Peace, December 19, 2022, <https://carnegieendowment.org/politika/88664> [17] <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/April> [18] <https://www.les-theses.fr/previsions-pour-l-economie-russe-en-2023-par-jacques-sapir-russeurope-en-exil/> [19] <https://ecfor.ru/publication/kvartalnyj-prognoz-vvp-vy-pusk-57/> [20] A.A. Shirov et alii, Kratkosrochnyj analiz dinamiki

VVP: Maj 2023, IEF-RAS, May 30, <https://ecfor.ru/publication/kratkosrochnyj-analiz-dinamiki-vvp-maj-2023/> [21] <https://www.reuters.com/markets/europe/russian-economy-ministry-improves-2023-gdp-growth-forecast-2023-04-14/> [22] <https://www.reuters.com/markets/europe/russian-central-bank-official-sees-2023-growth-close-1-2023-04-18/> [23] VEB Institut Issledovaniy i Yelspertizy, Ocenki 2023 goda: Situacija Sushchestvenno Luchie Ozhidannij, Moscow, December 2023. [24] VEB Institut Issledovaniy i Yelspertizy, Ocenki 2023 goda: Situacija Sushchestvenno Luchie Ozhidannij, Moscow, December 2023. [25] https://dzen.ru/a/Y_efs_g8ijHJSAGZ and <https://dzen.ru/a/ZBRF7xiKGw3W6WN5> [26] Bakun O., "Prognoz VVP Rossii v 2023 : B ljune 2023 Goda Yekonomika Rossii Perejdet k Rostu", posted May 10, 2023 on Dzen.ru, https://dzen.ru/a/ZFu7NR19_A3NcQps [27] Clarida R., J. Gali, and M. Gertler, "The Science of Monetary Policy: A New Keynesian Perspective. » In Journal of Economic Literature, 1999, vol.37, pp. 1661– 1707. Gali J., and M. Gertler, "Macroeconomic Modelling for Monetary Policy Evaluation. » In Journal of Economic Perspectives, 2007, Vol. 21 pp.25–46. Woodford M., "Convergence in Macroeconomics: Elements of the New Synthesis", in American Economic Journal: Macroeconomics, vol.1, 2009, pp 267– 279.

POUR INDEMNISER LES COLONS SIONISTES

Smotrich ordonne la confiscation des fonds palestiniens

Le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a donné instruction au directeur de l'administration fiscale israélienne, Shai Aharonovitch, de retenir 3,1 millions de shekels (plus de 800 000 dollars) sur les fonds de dédouanement de l'Autorité nationale palestinienne en faveur de l'indemnisation des Israéliens. Smotrich a déclaré dans un tweet sur son compte X, qu'il y a des choses qui ne seront pas du tout rétracées, et qu'elle a signé « la confiscation des fonds terroristes de l'Autorité palestinienne en faveur des victimes des opérations terroristes, a-t-il déclaré, ajoutant que ceux qui promeuvent le terrorisme paieront le prix. Le mois dernier, Smotrich s'est engagé à ne pas autoriser le transfert des fonds fiscaux palestiniens vers Gaza ou vers les familles des combattants palestiniens, laissant entendre qu'il démissionnerait du gouvernement plutôt que d'approuver le transfert. Smotrich faisait alors référence à des informations faisant état d'un accord négocié par le conseiller américain à la sécurité nationale, Jake Sullivan, pour permettre à l'Autorité palestinienne d'envoyer de l'argent à ses employés à Gaza en permettant à Israël de vérifier les bénéficiaires des fonds. Israël collecte mensuellement des impôts au nom de l'Autorité palestinienne en échange des importations palestiniennes de biens importés, puis règle les dettes des Palestiniens envers les sociétés israéliennes d'eau, d'électricité et d'hôpitaux, mais il s'abstient de plus en plus de le faire pour diverses raisons. Il a récemment déclaré qu'il n'autoriserait pas l'Autorité palestinienne à transférer les fonds alloués aux services et aux salaires dans la bande de Gaza, affirmant que ces fonds pourraient parvenir au Mouvement de résistance islamique (Hamas), contre lequel Israël mène une guerre. En novembre dernier, le mini cabinet de sécurité israélien a approuvé un transfert partiel de fonds fiscaux après avoir déduit environ 275 millions de dollars alloués par l'Autorité palestinienne à Gaza, en plus des salaires, mais l'Autorité palestinienne a rejeté cette proposition, faisant craindre un éventuel effondrement financier et créer un chaos en Cisjordanie.

POUR FAIRE FACE AUX RISQUES AU MOYEN-ORIENT

Les compagnies de réassurance imposent de nouvelles conditions

Les réassureurs mondiaux ont commencé à insérer des clauses d'annulation dans leurs polices pour se protéger contre un conflit à grande échelle au Moyen-Orient. Une décision qui menace d'augmenter encore les coûts et les risques pour les entreprises opérant dans la région, a révélé le Financial Times.

Cette décision reflète l'inquiétude croissante du secteur financier quant à l'orientation de l'agression sioniste contre les Palestiniens qui a débuté en octobre. "Les clauses de sortie ont été insérées dans certains contrats conclus avec les perdants dans le cadre des négociations politiques du début de l'année", ont déclaré quatre acteurs du marché au Financial Times, tandis que deux d'entre eux ont souligné que "de telles clauses étaient entièrement nouvelles et n'avait pas été utilisé auparavant." Si cela se produisait, cela signifierait que le perdant ne bénéficierait plus de couverture de réassurance pour les locaux ou autres actifs nouvellement souscrits – comme, par exemple, un bâtiment commercial endommagé par une attaque à la roquette. Le risque accru serait alors probablement répercuté sur le client sous la forme de primes plus élevées ou d'une couverture réduite. Le Financial Times a cité un courtier de réassurance disant qu'il était « bizarre » que certains créanciers aient accepté de telles clauses d'annulation, qui, selon eux, alimenteraient l'incertitude et « [soulèveraient] un



certain nombre d'inquiétudes quant à savoir qui ou quoi définit l'escalade ». Les réassureurs ont également exigé des prix nettement plus élevés et ont poussé les principaux perdants à plafonner le montant de la couverture qu'ils offrent à leurs clients dans l'état colonisateur et dans les pays voisins, comme

le Liban et la Jordanie, ont indiqué les sources. Certains réassureurs ont plaidé pour l'exclusion de ces pays des contrats-cadres, ont-ils ajouté. Selon le rapport, Aon, l'une des plus grandes sociétés de courtage d'assurance au monde, a noté dans un rapport publié ce mois-ci que les réassureurs

avaient cherché à « augmenter les prix et réduire la couverture de manière significative » pour le colonisateur et la région au sens large. Les acteurs du marché ont déclaré que cela se traduisait par des prix nettement plus élevés pour les groupes internationaux et locaux cherchant à protéger les infrastructures et les biens. En l'occurrence, certaines entreprises ont choisi de renouveler leurs polices d'assurance sans inclure de couverture pour les actifs de l'état sioniste, s'appuyant plutôt sur un fonds d'indemnisation public. Le marché de l'assurance maritime a également connu une forte augmentation du coût des voyages via la mer Rouge et le canal de Suez en raison d'une vague d'attaques des Houthis. Les armateurs devaient déjà avertir leur assureur avant de traverser une partie désignée de la mer Rouge et payer une prime supplémentaire. Ces frais supplémentaires ont été multipliés par 10 à 15 au cours des derniers mois, ont déclaré les acteurs du marché, contribuant ainsi à la décision de certains clients de réacheminer leurs navires autour de l'Afrique.

APRÈS AVOIR INVESTI DANS ARDENT HEALTH USA

Pour 1,2 milliards \$, PureHealth s'accapare de la santé Britannique

PureHealth, la plus grande plateforme de soins de santé au Moyen-Orient, a annoncé la finalisation réussie de son acquisition stratégique de Circle Health Group, le plus grand opérateur indépendant d'hôpitaux du Royaume-Uni, marquant une étape importante dans la stratégie d'expansion mondiale de l'entreprise, a indiqué l'agence de presse Emirates (WAM). La finalisation de cet accord, qui a obtenu les approbations réglementaires en un temps record, témoigne des capacités opérationnelles exceptionnelles de PureHealth et de son engagement en faveur de la croissance internationale. La finalisation de cette transaction renforce encore l'engagement de PureHealth à devenir un acteur mondial de premier plan dans le domaine de la santé. Avec une vision alignée sur les dirigeants des Émirats arabes unis visant à promouvoir le bien-être et à améliorer les services de santé, PureHealth se consacre à l'amélioration continue de l'expérience des patients et à l'adoption des pratiques cliniques les plus avancées. L'expansion de l'entreprise sur le marché britannique des soins de santé reflète sa volonté de faire progresser la science de la longévité.



"Nous sommes heureux de finaliser l'acquisition de Circle en un temps record", a déclaré le président du conseil d'administration de PureHealth Hamad Al Hammadi. « Cette réalisation remarquable incarne l'excellence opérationnelle et l'adaptabilité stratégique de PureHealth dans l'élargissement de son impact international. Après avoir investi dans Ardent Health USA, il s'agit de la deuxième acquisition internationale de PureHealth et nous sommes impatients de développer notre portefeuille à l'international.

« La finalisation de l'acquisition de Circle constitue un pas stratégique pour PureHealth », a déclaré Farhan Malik, directeur général de PureHealth. Il a décrit l'acquisition comme « une étape importante vers l'établissement de PureHealth en tant que plateforme mondiale de soins de santé ». « Nous n'investissons pas seulement dans l'avenir des soins de santé, nous le façonnons pour qu'il soit plus connecté, innovant et accessible à l'échelle mondiale. Cette décision s'aligne sur notre vision de pionnier en faveur d'un avenir plus sain pour tous et souligne notre engagement à élever la position mondiale d'Abu Dhabi dans le secteur de la santé et à révolutionner les services de santé à l'échelle mondiale. Nous sommes impatients de favoriser des partenariats à long terme au sein de l'écosystème de la santé du Royaume-Uni », a ajouté Malik. Évaluée à environ 1,2 milliard de dollars, cette acquisition marque un investissement important dans l'avenir des soins de santé, positionnant PureHealth à l'avant-garde de l'innovation et de la fourniture de services internationaux en matière de soins de santé, a déclaré WAM.

D'ICI 2030

Le marché africain de la mobilité partagée devrait quasiment doubler, à 7,8 milliards \$

Alors que l'Afrique reste confrontée à des niveaux élevés de chômage des jeunes, le rapport souligne que le secteur devrait générer 550 000 opportunités d'emploi sur le continent d'ici la fin de la décennie en cours.

La taille du marché africain de la mobilité partagée, qui englobe notamment le covoiturage, la location de scooters et de vélos électriques et l'autopartage, devrait quasiment doubler d'ici 2030 pour atteindre 7,8 milliards de dollars à cet horizon contre 4,2 milliards en 2023, selon un rapport publié en novembre dernier par le cabinet de conseil en stratégie Oliver Wyman. Intitulé « Shared Mobility's Global Impact : An economic, social and environmental analysis », le rapport précise que le secteur devrait enregistrer une croissance annuelle moyenne de 9% par an sur les sept prochaines années en Afrique contre une moyenne mondiale de 6,5% par an.

La forte croissance prévue du secteur sur le continent sera essentiellement tirée par une urbanisation rapide et une classe moyenne en plein essor. L'Afrique devrait abriter cinq des 41 mégapoles (villes de plus de 10 millions d'habitants) du monde d'ici 2030. Naturellement, la forte croissance projetée du marché africain de la mobilité partagée aura d'importants impacts économiques. Le nombre d'emplois générés par le secteur à l'échelle continentale devrait augmenter de 113% d'ici la fin de la décennie en cours, ce qui représente 550 000 opportunités d'emploi supplémentaires. La majorité de ces opportunités de revenus se situent dans le domaine du covoiturage, où les chauffeurs africains gagnent souvent bien plus que les salaires des emplois comparables en Afrique (jusqu'à +130 % en Afrique du Sud et au Nigeria).

Bien qu'il reconnaisse qu'il y a encore du travail à faire en ce qui concerne le manque d'avantages sociaux pour les chauffeurs africains sur de nombreux marchés, le rapport souligne qu'en plus de niveaux de revenus plus élevés, ces conducteurs sont très satisfaits du travail qu'ils font. 76 % des chauffeurs sud-africains et 73 % des conducteurs nigériens déclarent aimer conduire des véhicules de covoiturage, principalement en raison de la flexibilité et de l'autonomie qu'ils offrent.

KENYA

Vers le démarrage des travaux physiques du pont de Mombasa

Après l'étude de faisabilité réalisée en 2019, le projet prévu pour s'étaler de 2021 à 2024 est resté bloqué à l'étape d'indemnisation des impacts, une phase délicate en raison des particularités des traditions du Kenya en termes de foncier. Le ministre kenyan des Transports, Kipchumba Murkomen, a annoncé le démarrage prochain du pont de Mombasa, alors que vient d'être bou-

clée la phase d'indemnisation des riverains impactés par le projet, une étape devenue un véritable obstacle pour le lancement des travaux physiques depuis 2021. Le pont annoncé pour être l'un des plus longs du continent devrait relier l'île de Mombasa à la ville de Likoni et à toute la côte sud qui mène à la Tanzanie. L'investissement prévu budgétisé à 293,7 millions USD, dont 58,7 millions

USD réservé au dédommagement, sera cofinancé par le Japon et l'État kenyan. Les travaux une fois démarrés devraient s'achever après 3 ans. Actuellement deux ponts relient la partie nord de l'île de Mombasa au continent, mais la liaison sud, à Likoni, souffre d'absence d'infrastructures adaptées, ce qui cause des embouteillages et de retards. L'insuffisance et le défaut d'entretien de

la flotte de ferries ont aggravés les défis de mobilité dans la région depuis plusieurs années. La réalisation du projet permettra en l'occurrence de ne plus utiliser le ferry pour les besoins de transport depuis la ville vers la côte sud du pays, de même que vers la frontière avec la Tanzanie. Cela devrait booster le tourisme dans la région, mais aussi contribuer à la croissance des activités du port de Likoni.

ZIMBABWE

La production de Caledonia Mining a baissé à la mine d'or Blanket en 2023

Caledonia Mining exploite l'une des quelques mines d'or industrielles du Zimbabwe. En 2022, Blanket a livré plus de 80 000 onces et son propriétaire prévoyait de rééditer cette performance l'année dernière. Au Zimbabwe, Caledonia Mining a annoncé le 12 janvier une production d'or de 75 416 onces à la mine

Blanket en 2023. Cela correspond à une baisse de 6,6 % par rapport à 2022, mais reste conforme aux prévisions de la compagnie, en l'occurrence 75 à 80 000 onces attendues l'année dernière. « Notre investissement important à Blanket au cours des sept dernières années et l'achèvement du puits central ont presque doublé la

production, prolongé la durée de vie de la mine et permis le redémarrage de l'exploration souterraine en 2023 », explique Mark Learmonth, PDG de Caledonia. Pour 2024, la compagnie prévoit de produire entre 74 000 et 78 000 onces, en raison de la suspension de l'exploitation minière dans les zones avec des teneurs et des volumes plus fai-

bles. Caledonia s'active par ailleurs pour tripler sa production grâce à la construction d'une deuxième mine d'or, potentiellement la plus grande du pays, avec 170 000 onces par an sur 10 ans. Rappelons que la production d'or du Zimbabwe a aussi baissé en 2023, atteignant 30,1 tonnes, contre 35,4 tonnes en 2022.

GUINÉE

La restriction d'accès à Internet et aux médias sociaux a fait perdre 47,4 millions \$ au pays en 2023

L'accès universel et abordable à Internet est l'un des objectifs de développement durable fixés par les Nations unies. Certains pays privent pourtant, pour des raisons variées, leurs populations du Web sur des durées dépassant parfois le mois. Évoquant un « problème sécuritaire », le gouvernement guinéen restreint depuis le 24 novembre 2023 l'accès à Internet et aux médias so-

ciaux comme WhatsApp, TikTok, Facebook, YouTube, Telegram et Instagram. Une mesure qui a causé des pertes de revenus de l'ordre de 47,4 millions USD au pays et aux populations, selon la plateforme spécialisée britannique Top10VPN. Ajoutées aux 3 jours de restrictions en mai sur fond de manifestations populaires, cela fait 3 720 heures de coupure d'Internet qu'ont subie les

quelque 6,98 millions d'internautes mobiles guinéens, d'après un rapport l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARPT). Le Rassemblement guinéen des entreprises du secteur des TIC (RESTIC) a appelé en début d'année au rétablissement d'Internet dans le pays, sollicitant même l'appui de la CEDEAO pour faire fléchir le gouvernement. Plusieurs autres pays afri-

cains ont eu recours à la restriction d'internet, pour des raisons diverses. Toujours selon Top10VPN, l'Éthiopie et le Sénégal ont respectivement perdu 1,59 milliard \$ et 57,5 millions \$ en 2023. We Are Tech Africa note cependant que ce phénomène ne survient pas qu'en Afrique. Des pays comme le Brésil, l'Iran ou encore l'Irak ont également usé de la restriction d'Internet.

NIGERIA

La récolte de cacao est attendue en baisse à 296000 tonnes en 2023/2024

Depuis la fin des années 70, la filière cacao nigérienne peine à se relever. Malgré la volonté affichée par les gouvernements successifs et la libéralisation, l'industrie ne parvient pas encore à retrouver le chemin de la croissance. Au Nigeria, la production de cacao devrait continuer sur sa pente descendante en 2023/2024. Selon le dernier rapport spécial publié en novembre dernier par AFEX Commodities Exchange (AFEX), première bourse privée des matières premières agricoles dans le pays, la récolte d'or brun est prévue pour s'établir à 296 000 tonnes au terme de ladite saison. Un tel volume en recul de 4,4 % d'une année sur l'autre marquerait également la 4ème saison consécutive de baisse depuis 2019/2020 où la récolte avait frôlé les 350 000 tonnes. D'après le rapport, cette situation est notamment liée à la réduction de la productivité des arbres. Dans le pays d'Afrique de l'Ouest, le verger cacaoyer reste vieillissant et donc plus sensible aux attaques récurrentes de nuisibles. En outre, le retard dans le démarrage de la saison pluvieuse couplé à la baisse de l'application des pesticides pour le traitement des arbres en raison des difficultés financières des cultivateurs dans un contexte de forte d'inflation et d'absence de soutien public devrait aussi affecter les rendements. Avec ces nouvelles prévisions pessimistes de AFEX, beaucoup d'observateurs s'interrogent désormais sur la faisabilité de l'objectif de production de 500 000 tonnes de cacao fixé par les autorités nigérianes pour la campagne 2024/2025.

ALORS WALL STREET RESTERA FERMÉE LUNDI

Les Bourses européennes ouvrent proches de l'équilibre

Les Bourses européennes ont ouvert proches de l'équilibre lundi, commençant sans entrain une séance qui s'annonce peu animée en raison d'un jour férié aux États-Unis et donc de l'absence des investisseurs américains.

La Bourse de Paris progressait de 0,04% à 7467,80 points à 09h00 (07h00 GMT), celle de Francfort montait de 0,11%, Milan 0,17% et Londres 0,12% dans les premiers échanges. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de l'emprunt de l'État allemand passait de 2,18% à la clôture de vendredi à 2,21% à 07h00 GMT lundi. Wall Street a fini vendredi en ordre dispersé après les résultats mitigés de grandes banques américaines. La saison des publications se poursuit cette semaine avec notamment Goldman Sachs et Morgan Stanley mardi aux Etats-Unis,

tandis qu'en Europe sont attendus Renault , Richemont ou encore Burberry . Côté indicateurs économiques, le marché attend mercredi la publication des prix mensuels à la consommation en zone euro et les chiffres mensuels des ventes au détail aux Etats-Unis, principales statistiques de la semaine. Les investisseurs se montrent optimistes sur la baisse du coût du crédit puisque les contrats futurs indiquent avec une probabilité de 75% que la Réserve fédérale américaine (Fed) réduira ses taux dès mars, la croissance des prix à la production (PPI) aux Etats-Unis étant ressortie moins forte que

prévu en décembre. En zone euro, les marchés intègrent une baisse de 154 points de base des taux de la Banque centrale européenne (BCE) d'ici la fin de l'année. Christopher Waller, l'un des gouverneurs de la Fed, doit s'exprimer mardi, tandis qu'avec l'ouverture ce lundi du Forum économique mondial à Davos, en Suisse, des interventions d'autres banquiers centraux sont attendues, dont celle de la présidente de la BCE, Christine Lagarde. Aux valeurs, Atos plonge de 10,99% après avoir lancé un avertissement sur son flux de trésorerie disponible et annoncé un remaniement de son équipe de direction avec la nomination de Paul Saleh au poste de directeur général. Le fabricant de coeurs artificiels Car-

mat chute de 6,96% en réaction l'annonce d'un projet d'augmentation de capital. ArcelorMittal avance de 0,86%, le ministre français de l'Economie et des Finances ayant annoncé dimanche que l'Etat et le groupe vont investir en tout 1,8 milliard d'euros pour réduire les émissions de CO2 du site sidérurgique de Grande-Synthe (Nord). Ailleurs en Europe, Deutsche Bank (-0,43%) et Commerzbank (+1,85%) connaissent des fortunes diverses alors que des discussions sur un rapprochement entre les deux banques ou des cessions de participations de l'Etat allemand dans des sociétés cotées refont surface, selon des sources.

CAC 40

Résultats et primaires US à surveiller en priorité

La Bourse de Paris devrait ouvrir en légère hausse lundi matin dans un contexte d'attentisme à quelques heures du début des élections primaires aux Etats-Unis et alors que la saison des résultats est appelée à se poursuivre. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison fin janvier - avance de 19 points à 7488,5 points, annonçant un début de semaine dans le vert. Après les banques en hors d'oeuvre vendredi, la saison des résultats va continuer à Wall Street cette semaine et monopoliser l'attention des investisseurs en l'absence de rendez-vous économiques importants. Les publications du quatrième trimestre suscitent une attente particulière en raison de la valorisation élevée du S&P 500, qui se traite 19,5 fois les bénéfices attendus, contre une moyenne de 17,6 sur dix ans. L'indice CAC 40 a gagné 0,6% la semaine dernière pour se rapprocher de la barre importante des 7500 points, un signal technique bienvenu après un début d'année compliqué jusqu'ici. Le marché a été soutenu, entre autres, par la bonne

forme de la Bourse de Tokyo, qui s'est adjugée 6% la semaine passée, tirée par les attentes des investisseurs quant à une sortie de déflation de l'Archipel. Aux Etats-Unis, Morgan Stanley et Goldman Sachs publieront leurs comptes mardi, suivis le lendemain par Alcoa puis par le groupe de services pétroliers SLB vendredi. L'agenda économique s'annonce plus calme avec comme point d'orgue les chiffres des ventes au détail pour le mois de décembre, qui permettront de jauger la santé de la consommation aux Etats-Unis. Cette statistique est particulièrement attendue alors que la statistique avait dépassé les attentes en novembre, un élément encourageant quand on sait que la consommation des ménages représente les deux-tiers du PIB américain. Le début du processus électoral pour la campagne présidentielle du mois de novembre constituera un autre point d'attention pour les marchés. La primaire républicaine de l'Iowa a lieu aujourd'hui, alors que ce petit Etat du Midwest est actuellement balayé par une tempête de neige.

Les analystes rappellent que cet Etat possède une population à 90% blanche et majoritairement évangélique, ce qui en fait un bon baromètre pour les Républicains. 'Sauf surprise de dernière minute, tous les sondages indiquent que Trump est en mesure de remporter l'investiture républicaine', souligne Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. L'incertitude autour du calendrier de la première baisse de taux de la Fed pourrait par ailleurs continuer à générer de la volatilité, alors que les dernières données sur l'inflation plaident pour une temporisation. Les marchés tablent actuellement à 70% chance sur un premier assouplissement en mars, suivi de deux autres réductions du loyer de l'argent en mai puis en juin, des attentes jugées trop agressives par certains analystes. Seule la prochaine réunion de la Réserve Fédérale, prévue à la fin du mois, permettra d'apporter un peu de visibilité sur l'évolution à venir de la politique monétaire.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 15 Janvier 2024 Valeur : 17 Janvier 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3911	134.4061
1	EUR	EURO		147.1986	147.2688
1	GBP	POUND STERLING		171.2643	171.3053
100	JPY	JAPANESE YEN		92.3777	92.3944
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7336	18.7365
1	CHF	SWISS FRANC		157.3114	157.4026
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.2021	100.2208
1	DKK	DANISH KRONE		19.7405	19.7444
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0552	13.0602
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0189	13.0249
1	AED	UAE DIRHAM		36.5899	36.5970
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8319	35.8416
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.0442	437.6623
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.2520	43.6867
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5085	13.5101
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.9324	28.0756
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5385	3.5389
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.5666	179.5666

La Bourse de Tokyo atteint de nouveaux sommets depuis 1990

Les indices de la Bourse de Tokyo ont poursuivi leur ascension vertigineuse lundi, atteignant de nouveaux plus hauts depuis 1990 grâce à des titres nippons plus attractifs, à l'optimisme des investisseurs pour l'économie japonaise et à la baisse du yen. L'indice vedette Nikkei, qui a déjà franchi la semaine dernière les seuils des 34.000 puis des 35.000 points, a brièvement dépassé les 36.000 points lundi en cours de séance, pour finalement clôturer en hausse de 0,91% à 35.901,79 points, lestée par des prises de bénéfices. L'indice élargi Topix a progressé de 1,22% à 2524,60 points, atteignant également un nouveau plus haut depuis 1990. Le Nikkei, qui avait déjà connu une envolée de 28,2% sur

l'ensemble de l'année dernière, est notamment propulsé par le yen bon marché qui gonfle les bénéfices à l'étranger des groupes nippons, le retour en grâce de la Bourse de Tokyo auprès des investisseurs étrangers et la perspective d'une sortie durable de décennies de déflation au Japon. L'accélération des efforts des entreprises japonaises pour mieux rémunérer leurs actionnaires et gagner elles-mêmes en efficacité via des réformes structurelles a aussi contribué à rendre les titres nippons plus attractifs. L'opérateur de la Bourse de Tokyo, qui tente d'accélérer ces transformations, a d'ailleurs publié lundi après la clôture une liste d'entreprises ayant fait des efforts pour renforcer leur gouvernance et améliorer leur effica-

cité capitalistique. «Le fait que les actions taïwanaises aient commencé la journée en hausse après l'élection présidentielle (à Taïwan, NDLR) a également semblé apporter un certain soulagement» sur le marché tokyoïte, ont commenté des analystes de IwaiCosmo Securities dans une note. À la Bourse de Hong Kong, l'indice Hang Seng cédait 0,4% vers 06h40 GMT. Le groupe nippon Panasonic (-0,14%), référence mondiale dans le domaine des batteries pour véhicules électriques, prévoit de démarrer la production d'une version améliorée de ses batteries de type 2170 cette année ou au plus tard en 2025 dans l'usine qu'il exploite avec l'américain Tesla dans le Nevada, a déclaré son directeur technique Shoi-

chiro Watanabe dans une interview à l'agence Bloomberg. Panasonic planche sur l'amélioration de la densité énergétique de cette batterie, ce qui pourrait contribuer à réduire le coût de production global des véhicules électriques, a souligné M. Watanabe.

LE YEN EN BAISSÉ

Le yen perdait du terrain face au dollar, qui valait 145,26 yens vers 06h45 GMT contre 144,88 yens vendredi à 21h00 GMT. L'euro se négociait à 159,29 yens contre 158,66 yens en fin de semaine dernière, et la devise européenne s'échangeait pour 1,0965 dollar, contre 1,0951 dollar vendredi.

D'APRÈS LA BCE

La baisse des taux d'intérêt n'est pas pour tout de suite

Philip Lane, l'économiste en chef de la BCE, a douché les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt dès le mois de mars 2024, comme l'anticipaient certains investisseurs. Il estime que le reflux de l'inflation n'est pas encore assez solide et que la BCE enclenchera une probable série de baisse des taux à partir des données du premier semestre, si elles sont satisfaisantes.

La Banque centrale européenne (BCE) disposera d'ici juin de données clé pour décider de la première d'une probable série de baisses des taux d'intérêt, a dit Philip Lane, chef économiste de la BCE, dans une interview publiée samedi, où il précise aussi qu'aller trop vite en la matière pourrait s'avérer contre-productif. « D'ici notre réunion de juin, nous aurons eu ces données importantes », a dit Philip Lane au Corriere della Sera. « Mais laissez-moi souligner que nous avons d'autres données que nous regarderons chaque semaine ». « Une aube trompeuse, un recalibrage trop rapide, peuvent être autodestructeurs », a-t-il ajouté. L'inflation dans la zone euro semblant maintenant sous contrôle, les investisseurs pariaient sur une détente sur les taux, peut-être dès mars. Les marchés monétaires anticipent actuellement une baisse de 150 points de base sur l'ensemble de l'année, qui ramènerait le principal taux directeur de la BCE de 4%, un niveau historiquement haut, à 2,5%. Pas de baisse à court terme mais une probable série de baisses enclenchée



à partir du second semestre Philip Lane évoque ouvertement l'idée d'une « séquence de baisse des taux », tout en soulignant que les données cruciales sur l'évolution salariale ne seront pleinement disponibles que pour la réunion de la BCE du 6 juin prochain. Le chef économiste a par ailleurs estimé le 12 janvier que les récentes données sur l'inflation soutiennent le positionnement actuel de la Banque centrale européenne (BCE), qui n'anticipe pas de

baisses de taux à court terme. « Une fois que nous aurons acquis une confiance suffisante dans notre capacité à atteindre notre objectif d'une inflation à 2%, la question des baisses de taux reviendra au premier plan. Mais pour l'instant, nous ne disposons que de conjectures, et nous devons attendre la publication de nouvelles données avant d'aller plus loin », a-t-il déclaré le même jour, lors d'une conférence à Dublin, en Irlande.

FORUM DE DAVOS

Une 54^e édition au cœur des conflits géopolitiques

Top départ ce lundi du Forum économique mondial en Suisse dans la ville de Davos. Une semaine de conférences, rencontres, discussions autour d'un thème central: "Rétablir la confiance". C'est le rendez-vous annuel de l'élite économique. Le Forum économique mondial reprend ses quartiers d'hiver dans la station suisse enneigée de Davos pour une 54^e édition. Après la crise du Covid, place à de nouveaux défis d'am-

pleur: la croissance économique en berne, le retard dans la transition écologique, les risques liés à l'intelligence artificielle et la multiplicité des conflits dans le monde.

Une édition très (géo)politique

Le forum de Davos se déroule cette année dans "un contexte géopolitique extrêmement complexe", selon son président et ancien ministre des Affaires étrangères de Norvège Borge

Brende. Résultat, l'édition 2024 sera hautement politique, notamment avec la venue du Premier ministre chinois Li Qiang et d'Anthony Blinken, le secrétaire d'État américain, sur fond de montée des tensions économiques depuis plusieurs mois entre la Chine et les États-Unis, sans oublier les tensions géopolitiques avec Taiwan. La guerre en Ukraine sera aussi au centre des discussions avec la présence, sur place et non en visioconférence, du prési-

dent Volodymyr Zelensky. Mais aussi la guerre au Moyen-Orient avec la venue du président israélien Isaac Herzog et le Premier ministre du Qatar, Mohammed ben Abderrahmane al-Thani. Au total, plus de 2.800 participants venant de 120 pays sont attendus, dont plus de 60 chefs d'États. Mais aussi le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

CHINE

Un nouvel oiseau de mauvais augure a fait son apparition : la déflation

Pour se sortir du piège que représente la baisse des prix et relancer la croissance, le gouvernement de Pékin mise sur l'industrie, en finançant massivement la métallurgie, l'automobile et les équipements électriques. Un déluge d'argent qui pourrait entraîner des surcapacités aux conséquences ravageuses pour la planète, juge Philippe Escande, éditorialiste économique au « Monde ». Il n'y a pas que Taïwan qui cause des soucis au gouvernement chinois. L'atmosphère est plutôt

tendue au ministère de l'économie à Pékin en ce début d'année 2024. Avec une question lancinante : comment relancer la croissance ? La réponse pourrait bien avoir des conséquences redoutables sur la planète entière. Le chiffre officiel de la progression du produit intérieur brut pour 2023 devrait être rendu public dans le courant de la semaine du 15 janvier. Sans surprise, il devrait dépasser le plancher de 5 % décrété par le pouvoir, mais de peu. Car depuis trois mois, un nouvel oi-

seau de mauvais augure a fait son apparition : la déflation. Les chiffres de décembre 2023, annoncés vendredi 12 janvier, ont montré que les prix à la consommation avaient reculé de 0,3 %. Une baisse modeste, mais qui intervient après une chute de 0,5 % en novembre. Depuis juillet 2023, seul le mois d'août a été positif. De plus, les prix sortis d'usine accusent un repli encore plus prononcé, de 2,7 % en décembre. La déflation est un poison tout aussi toxique que l'inflation,

puisque en alimentant la baisse des prix, il décourage la consommation (ce sera moins cher demain), rogne les marges et conduit au chômage et à la récession.

Faillites

Le gouvernement cherche les moyens de sortir du piège. Ne croyant pas dans la relance par la consommation, la Chine privilégie l'investissement des entreprises. Habituellement, c'est l'immobilier et les infrastruc-

tures qui jouent ce rôle. Mais plus personne ne veut acheter d'appartement et les promoteurs font faillite les uns après les autres. Dernier en date, le conglomérat financier géant Zhongzhi, qui a déposé les armes le 5 janvier. Reste donc l'industrie pour maintenir la croissance autour de la cible annoncée de 5 %. L'hebdomadaire The Economist raconte comment les banques d'Etat chinoises ont basculé massivement du financement de l'immobilier à celui de l'industrie.

ACIER "VERT"

AtcelorMital va confirmer son investissement de 1,8 milliard d'Euros

L'entreprise va investir 1,8 milliard d'euros pour décarboner une partie de sa production d'acier sur son site de Grande-Synthe (59) près de Dunkerque. Objectif: remplacer l'un des hauts fourneaux par un four électrique.

Un investissement colossal, mais qui conduira à une réduction des émissions carbone faramineuse. ArcelorMittal va confirmer demain son investissement, annoncé en 2022, de 1,8 milliard d'euros pour produire de l'acier "vert" à Dunkerque.

L'investissement sera officiellement annoncé lundi 15 janvier, alors que le ministre de l'Économie -et également de l'Énergie depuis le dernier remaniement- Bruno Le Maire se rendra sur le site.

4,4 millions de tonnes de carbone en moins

L'objectif pour ArcelorMittal est de tout d'abord remplacer l'un des hauts fourneaux du site (fonctionnant au charbon) par des fours électriques, approvisionnés en électricité par la centrale nucléaire de Gravelines toute proche.

EDF et ArcelorMittal signeront d'ailleurs demain une lettre d'intention pour la signature d'un contrat d'approvisionnement à long terme.

Cet investissement est une "victoire climatique et économique majeure pour la France, après plus d'un an de négociation", a expliqué Bruno Le Maire la veille de son déplacement.

Tout d'abord, car le site Dunkerquois d'ArcelorMittal est l'un des plus émetteurs de CO2 de France. Cet investissement va à lui seul faire baisser de "6% les émissions carbone de l'industrie française. C'est 4,4 millions de tonnes de CO2", précise le ministre.

Ensuite, cet investissement a bien failli échapper à la France. ArcelorMittal aurait été tenté par les avantages octroyés par l'Inflation Reduction Act (IRA) américain et a bien envisagé les États-Unis pour produire son acier vert. D'autres pays européens, comme la Belgique ou le Luxembourg, tenaient également la corde.

Pour obtenir l'investissement, l'État français va octroyer une aide dont le montant n'a pas été dévoilé, mais elle sera au maximum de 850 millions d'euros, comme cela a été validé par L'UE dans le cadre de France 2030.

MERCEDES GLC
**Un SUV
compact chic
et récent pour
moins
de 25 000 €**



Remplaçant du cubique GLK taillé à la serpe, le GLC se veut plus raffiné que son prédécesseur, il garantit un meilleur accueil à ses passagers. Son dérivé coupé, arrivé un an plus tard, reprend sa base technique. Mercedes a tenté différents noms et styles dans la catégorie des SUV compacts. Le ML a ouvert le bal au début des années 2000 avec un look neutre et le GLK, son successeur à partir de 2008, a plutôt orienté le curseurs vers les lignes tendues. Le GLC, successeur du GLK en 2015, revient lui au courbes même s'il reste, sur le fond, un SUV de 4,66 mètres assez doué pour transporter la famille. En occasion, le GLC premier du nom se déniche autour de 20 000 € pour les premiers exemplaires qui avouent certes un fort kilométrage. Autour de 25 000 €, on trouve des modèles déjà plus recommandables et qui sauront vous contenter au quotidien. A la faveur ses suspensions conciliantes, le GLC absorbe les déformations de la routes sans maltraiter les vertèbres - c'est encore plus vrai avec la coûteuse suspension pneumatique -, mais il sait également jouer les couteaux suisses et vous mener, bien chaussé, aux stations de haute altitude puisque, contrairement à la majorité de ses concurrents, l'allemand n'est disponible qu'avec la transmission intégrale 4Matic. Sur l'autoroute, ce SUV se montre impérial et le silence est roi. Les bruits d'air sont bien dominés, et la suspension fait preuve de moelleux, mais au prix d'une prise de roulis marquée. Un comportement plus adapté aux grandes courbes qu'aux tracés sinueux. Au volant, en effet, si le SUV Mercedes se montre rassurant par sa neutralité, il ne peut cacher son poids. L'habitabilité, en revanche, fait partie des points forts et simplifie les voyages en famille avec, de surcroît, un coffre conséquent. Des détails un peu moins aboutis dans la version Coupé, mais on s'en serait doutés.

Mardi 16 janvier 2024

CITROËN HOLIDAYS

La marque aux chevrons se lance elle aussi dans la vanlife

Après le concept Holidays dévoilé au salon de la Caravane de Düsseldorf puis présenté au salon du véhicule de loisirs à Villepinte au nord de Paris, Citroën enchaîne avec la version de série de son van aménagé.

Cette fois le museau néo-rétro craquant évoquant le mythique aïeul Type H n'est plus de la partie, néanmoins pour se consoler le fourgon Citroën Space-Tourer qui sert de base au Holidays arbore un facies restylé. C'est d'ailleurs sa première apparition. Si le contour des projecteurs demeure inchangé, c'eût été trop cher et surtout incompatible avec ses frères (Peugeot Traveller, Opel Zafira Life, Fiat Ulysse et Toyota Proace Verso) qui partagent le même éclairage en revanche la calandre arbore le nouveau logo et la mise en scène déjà visible sur la nouvelle C3 et à l'étage inférieur de la gamme sur le Berlingo restylé.

Citroën veut son California

Le Citroën Holidays sera disponible directement dans le réseau de la marque à compter du printemps 2024. Long de 4,98 m pour une hauteur de 1,99 m, il adopte le format standard de la catégorie. Dans le détail, il délasse la direction jusqu'à alors électro hydraulique au profit d'un système purement électrique pour, dixit la marque, offrir une meilleure manœuvrabilité, nous le vérifions dès que possible. Toujours dans l'optique de faciliter la vie des utilisateurs, la caméra de recul Top Rear Vision et le frein de stationnement électriques sont aussi de la partie.

Du classique éprouvé à bord

L'aménagement du Citroën Holidays réalisé à Straža, en Slovénie, chez le spécialiste Bravia Mobil s'avère sans surprise mais très pertinent. Le toit escamotable de couleur caisse de série procure une grande habitabilité. Il permet de se tenir debout à bord et d'accueillir jusqu'à 4 couchages. Dans l'habitacle, la banquette en rang 2 peut accueillir 2 personnes. Elle est coulissante et convertible pour laisser la place à un couchage de 1,15m de large et 1.90m de long mais aussi amovible pour profiter alors d'un volume de chargement record.

A l'étage, se niche un lit de 1,20m de large



pour 1.95m de long. Le matelas en coupelles réduit la place occupée tout en garantissant un grand confort de sommeil. Des stores intégrés et une fenêtre dans le soufflet seront appréciés pour gérer l'aération et la luminosité.

Tandis que les dormeurs du bas pourront profiter de la lunette ouvrante du hayon - un équipement rare dans la catégorie - pour s'aérer l'esprit, ainsi que de stores à dépression sur le parebrise et les vitres latérales. L'espace cuisine s'articule autour d'un évier et 2 réchauds à gaz, d'un frigo de 16l et d'une table escamotable. De quoi se restaurer à 4 en intérieur grâce aux sièges avant pivotant

vers l'espace de vie. Les 2 portes latérales coulissantes (électriques en option) permettent également de faire la cuisine depuis l'extérieur et de manger dehors aux beaux jours, grâce à la table escamotable pouvant s'installer au dos de la cuisine.

La plupart des vans de la concurrence - le Renault Trafic SpaceNomad en tête - sont dépourvus de porte coulissante sur le flanc gauche. Enfin, le Citroën Holidays dispose d'un rail latéral de chaque côté, permettant d'intégrer un auvent déroulant (disponible en accessoire) sur le flanc opportun. Par ailleurs, le bloc cuisine est amovible pour cuisiner en pleine nature.

Tandis que la table peut servir pour manger, travailler ou pour les loisirs. Elle est également escamotable. Le Citroën Holidays recèle de nombreux rangements, dispose d'un réservoir de 10 litres pour conserver des eaux propres et de 10 litres pour les eaux usées.

Au rang des options l'on trouve une douche à l'arrière du véhicule, associée à un réservoir de 25 litres et des toilettes amovibles. Le Citroën Holidays sera livrable avec une motorisation diesel BlueHDI 145 associée à une boîte mécanique 6 rapports, ainsi qu'avec le BlueHDI 180 associé à une boîte automatique 8 rapports. Pour l'instant, les prix n'ont pas encore été communiqués.

UN FUTUR COLLECTOR

Le nouveau Toyota Land Cruiser 2024

Si Toyota fera renaître cette année son vénérable Land Cruiser, cette nouvelle génération n'a déjà pas le même statut que ceux d'avant. Malgré son statut de gigantesque SUV (4,92 m de long) le nouveau Toyota Land Cruiser ne renvoie pas forcément la même image que tous ses homologues, ou adversaires... Puisqu'il existe depuis plus de 70 ans dans le paysage automobile mondial, son statut est nécessairement un peu à part. Aussi cette nouvelle génération que Toyota a dévoilé fin 2023 a-t-elle donc une saveur particulière. Car en plus de prolonger l'histoire

de ce tout-terrain, la firme japonaise n'a pas fait les choses à moitié. Au contraire, le dessin du "Land" 2024 est placé sous le signe d'un délicieux rétro-design. Forme de la carrosseries, des feux, des vitres, inscription des monogrammes, tout rappelle les anciennes générations sans faire démodé. Une franche réussite à laquelle le constructeur nippon a même décidé de donner un coup "vieux" supplémentaire en dévoilant une série limitée de ce gros bébé. En Europe, 3 000 exemplaires du nouveau Land Cruiser seront en effet disponibles avec des phares ronds avant que les sui-

vants ne reviennent aux éléments carrés. Un joli clin d'œil au passé qui fera aussi de ces premières série un véhicule un peu à part, ce qui ne manquera pas certains de vouloir tenter une petite spéculation. D'autant que ce dur à cuire, héritier d'une longue lignée lancée il y a plus de soixante-dix ans, devrait se faire aussi rare en France qu'un rhinocéros albinos... à cause d'un malus sans doute dissuasif. On ne connaît pas encore les émissions de CO2 du nippon, mais l'ancienne génération n'émettait pas moins de 241 g/km de CO2. On ne voit pas comment Toyota pourrait faire mieux que

193 g/km de CO2, soit le seul de déclenchement pour le malus maximal en 2024... Cela dit, tout n'est pas perdu ! Pour profiter de ce Land à un tarif abordable, il faudra "simplement" faire une croix sur les sièges arrière pouvant autoriser le transport de sept personnes et se contenter en duo de la version utilitaire. Tant pis pour tous ceux qui ont besoin d'un engin robuste capable de tracter de lourdes charges. Lancé au premier semestre, le Land Cruiser ne sera proposé qu'avec un 2.8 turbo-diesel de 204 ch associé à une boîte automatique 8 vitesses. Une micro-hybridation (48 V) suivra.

INFLUENCE, LOBBY, ARGUMENT MARKETING

La confidentialité selon Google

Ah ! Google et ses engagements forts concernant le respect de la vie privée des internautes. Bien que nous soyons toujours plus nombreux à nous méfier de telles promesses, le géant du web déploie des efforts considérables pour se soustraire à sa mauvaise réputation, tout en dépensant des sommes colossales en lobbying auprès des gouvernements et législateurs internationaux. Explications.

Dans l'arène du numérique, la protection des données personnelles s'impose plus que jamais comme un enjeu central. Google, acteur majeur du secteur, se trouve souvent sous les projecteurs, non seulement pour son omniprésence dans nos vies numériques, mais aussi pour ses pratiques controversées en matière de gestion des données personnelles. Les révélations récentes sur ses stratégies de lobbying pour influencer les législations relatives à la confidentialité et à la vie privée en ligne jettent une lumière crue sur la dissonance entre son discours public et ses actions en coulisse.

Entre rhétorique publique et pratiques réelles : le double jeu de Google

En surface, le géant du web n'hésite jamais à se poser en défenseur de la confidentialité. En 2020, Sundar Pichai, PDG de Google, s'est même fendu d'un tweet, jurant solennellement que "la vie privée est au cœur de tout ce que [l'entreprise fait]". Une déclaration qui semble pourtant entrer en contradiction avec les activités de lobbying menées par la société pour contrer les lois sur la confidentialité qui protégeraient les internautes de la surveillance en ligne. En scrutant les efforts de lobbying de Google, on (re)découvre un acteur du numérique prêt à déployer d'énormes ressources pour influencer les décideurs politiques, tant aux États-Unis qu'en Europe.

Dans les faits, Google, par l'intermédiaire de sa société mère Alphabet, a massivement investi dans des systèmes et réseaux d'influence à très grande échelle. Pour donner quelques chiffres évocateurs, ce sont plus de 125 millions de dollars qui ont été consacrés à des activités de lobbying, à des contributions de campagne électorale et à des associations commerciales depuis 2019. L'objectif ? Modérer les législations sur la vie privée pour préserver son modèle économique fondé à près de 90% sur la collecte, l'exploitation et la revente des informations personnelles.

Cette approche, qui consiste à privilégier les intérêts commerciaux au détriment de la protection des données individuelles et privées, soulève bien évidemment des questions éthiques importantes. Et « la vie privée au cœur de tout ce que fait Google » prend ironiquement un tout autre sens. Si la gestion des données personnelles occupe une place centrale dans le développement de l'entreprise, c'est bien parce qu'elle est se meut en business extrêmement juteux. Et à plus forte raison quand Google s'infiltre un peu partout dans le quotidien des internautes grâce à la multiplication d'applications et de services de plus en plus incontournables (Gmail, YouTube, Drive, Workspace, Maps, Photos, et autres régies publicitaires, pour ne citer que les plus importants). Car qui dit services interconnectés, dit collecte, croisement et traitement massifs des données.

En clair, malgré ses prétentions publiques, la réalité économique de Google est intimement liée à son modèle publicitaire ciblé. À titre indicatif, en 2022, la société a engrangé près de 60 milliards de dollars de bénéfices grâce à ce schéma, qui repose sur une connaissance approfondie des internautes et la pertinence accrue des annonces personnalisées. Dans ce contexte, la confidentialité vue par le géant du web apparaît plus comme un obstacle commercial qu'une va-



leur fondamentale, contrairement à ce qu'il voudrait bien faire croire.

Au-delà des frontières américaines et européennes : un impact mondial

S'il est de toute évidence mondial, l'impact de Google sur les législations en matière de vie privée est particulièrement criant aux États-Unis et en Europe. En 2018, la Californie a adopté la première loi américaine sur la confidentialité en ligne, offrant à ses ressortissants le droit de connaître, de récupérer et de supprimer les données collectées par les grandes entreprises. Sueurs froides pour Google qui a tenté d'obtenir des modifications de dernière minute pour exempter son modèle commercial de certaines exigences. Bien que cette tentative ait échoué, Google et d'autres entreprises du numérique ont commencé à

avoir réussi à retarder le déploiement du règlement ePrivacy (2022), visant notamment à lutter contre les cookies.

Si les États-Unis et l'Europe font souvent office de mètre étalon en matière de réglementations liées au traitement des données privées, le reste du monde n'échappe évidemment pas aux réseaux d'influence déployés par Google. La priorité de l'entreprise étant de préserver son modèle économique basé sur l'exploitation des informations personnelles des internautes et la diffusion de publicités ciblées, son champ d'action s'étend naturellement au-delà des frontières américaines et européennes.

Dernier exemple en date : l'envoi de « commerciaux » à la rencontre des diplomates chargés de négocier les accords du cadre économique indopacifique (initiative économique lancée en 2022, liant au total 14 pays partenaires, dont les USA, le Japon, la Corée

Proton Mail

est une sérieuse alternative à Gmail. Elle redéfinit le cryptage en le plaçant

à la portée de tout le monde. Certes, il faudra probablement adopter le plan payant pour en profiter au maximum, mais c'est un excellent premier

choix pour quiconque souhaite commencer à s'affranchir des services des GAFAM en étant assuré que les communications restent privées.

promouvoir leurs propres lois sur la vie privée, plus clémentes, dans d'autres États américains.

Même année, autre continent. Avec l'entrée en vigueur du RGPD (règlement général sur la protection des données), Google a dû affronter de nouvelles contraintes autrement plus strictes concernant des la collecte et le traitement des données personnelles. Rien d'insurmontable pour autant, alors que l'entreprise a finalement trouvé des moyens de naviguer dans ces eaux réglementaires. Parmi les exemples de filouterie les plus représentatifs, on pense à la manière dont Google a réussi à mettre en place des stratégies trompeuses, vivement critiquées, pour recueillir le consentement des internautes sans pour autant sortir tout à fait du minimum légal requis.

Depuis le RGPD, on sait aussi que Google s'est montrée de plus en plus agressive au regard de ses efforts de lobbying. Accusée d'avoir activement travaillé dans le but d'atténuer et ralentir divers processus de réglementation, comme le Digital Markets Act (2020) ou encore le Digital Services Act (2022), la société a même été fustigée pour

du Sud, l'Inde et l'Australie). Objectif : ajouter au traité une clause destinée à entraver la promulgation de lois limitant la domination des GAFAM sur le marché du numérique, et favorisant le développement de nouveaux business models concurrents fondés sur le respect de la vie privée et de l'anonymat. En clair, Google cherche et réussit à façonner les lois internationales de manière à servir ses propres intérêts économiques au détriment des initiatives visant à renforcer la confidentialité des internautes, confidentialité que, rappelons-le, l'entreprise prétend défendre bec et ongles.

Vers un Internet vraiment confidentiel : le rôle clé des internautes

Faut-il pour autant en conclure que la situation est inextricable ? Eh bien non, pas tout à fait. S'il existe encore un pouvoir capable de bousculer les pratiques peu honnêtes de Google, il se trouve entre les mains des internautes. L'adage veut que l'on ne soit jamais mieux servi que par soi-même, et c'est d'autant plus vrai concernant le contrôle des données privées en ligne. Mais comment

faire concrètement ?

C'est bien simple, il faut s'affranchir des GAFAM et migrer vers des services réellement respectueux de la vie privée, qui font de la confidentialité la norme par défaut. Depuis quelques années, on observe le développement soutenu d'alternatives convaincantes, pour qui les enjeux de confidentialité sont une réalité tangible et non un argument marketing, à l'image de Proton.

Né en 2013 pour répondre à un besoin militant et de contre-pouvoir, Proton AG fait partie de ces acteurs du web très engagés pour la liberté en ligne et la sécurité des données. D'abord (re)connue pour son service mail chiffré Proton Mail, l'entreprise est aujourd'hui à la tête d'un écosystème d'applications complet, chiffré de bout en bout, dont le modèle économique repose exclusivement sur les revenus générés par les abonnements payants qu'elle commercialise en marge de son accès à une boîte mail gratuite. Si la promesse est belle, reste la question pratique de la migration. Quand certains et certaines utilisent la même adresse Gmail depuis cinq, dix, voire quinze ans, comment faciliter la transition ? Conscient du problème, Proton Mail a mis en place plusieurs outils et fonctions destinés à accompagner les utilisatrices et utilisateurs désireux de reprendre le contrôle sur leurs données privées.

D'un point de vue pratico-pratique, le module Easy Switch permet de télécharger l'ensemble de ses échanges Gmail sur son compte Proton. Couplé à l'option de transfert des mails depuis n'importe quelle adresse, l'outil simplifie le passage d'une plateforme à l'autre, et inscrit naturellement Proton Mail dans les habitudes des internautes.

Au-delà des aides à la transition, Proton Mail s'intègre à tout un écosystème de services qui en font une messagerie aussi sécurisée que polyvalente. Tout comme Google propose un calendrier, un espace de stockage en ligne et un outil de sauvegarde instantanée des photos, Proton Mail s'articule avec Proton Calendar et Proton Drive, récemment enrichi d'une fonction de synchronisation automatique de fichiers multimédias (photos et vidéos). Mieux encore, alors que Google impose l'utilisation de Chrome pour bénéficier d'un gestionnaire de mots de passe, Proton a développé son propre outil avec Proton Pass.

On conclura sur les mesures de sécurité irréprochables mises en place par Proton pour garantir la confidentialité des données privées de ses abonnés.

Outre le chiffrement de bout en bout dont bénéficient les expéditeurs et destinataires Proton Mail, l'entreprise prend en charge la gestion automatique des clés PGP entre utilisateurs de Proton et utilisateurs d'un autre service mail compatible PGP.

Quant aux échanges entre abonnés à Proton Mail et fournisseurs peu sécurisés à l'image de Gmail, Proton a mis en place un système de protection par mot de passe qui permet de relever le niveau de confidentialité entre deux interlocuteurs.

Enfin, quel que soit le cas de figure, Proton Mail fait transiter l'ensemble des emails qui lui sont confiés par des serveurs ultra-sécurisés, reposant sur un chiffrement zero access. En d'autres termes, ces équipements sont eux-mêmes chiffrés, empêchant quiconque le voudrait d'accéder aux contenus stockés, hackers et membres de l'équipe Proton compris.

Mots fléchés

Calamités	↓	Il ne s'arrête jamais	↓	Équidé	↓	Cercueil	↓	Gesticuler	↓	Scénario	↓	Employé d'étude	↓
Catastrophe		Transport régional		Bretteur		Monnaie d'échange				Fond de bouteille	→	Porteuse de titre	
	→		↓		↓		↓			Argon			
Coup de vent	→							Glaise	→		↓		
Nageuse muette								Milli-litre					
	→				Fabricant de fusils	→			↓				
Diplôme		Condition	→		Glacé	→				Échino-dermes		Tresser	
	→	Copie conforme			Oiseau noir								
			↓	Serpent virtuel	→			Côté de jupe			↓		Bouche cornée
				Matrice					→				
Itinéraire	→												
Mettre en boîte						Fleuve d'Italie	→		Géniteur		Rajout de lettre	→	
	→												
						Évaluation		Avance	→				
								Enduire					
Bavarde	→			Parasites de tifs	→				↓		Registre	→	
Aimées				Fin de verbe							Chronologie		
	→				↓							↓	
							Desséché	→					Erbium
Grossiers		Ville de Chaldée	→			Cela vaut des sous		Criminelle	→				↓
	→	Rapace						Suivre à la trace					
			↓						↓				
				Envie de petit	→					Vedette	→		
Balles gagnantes		Trois-mâts		Déposé	→					Séances au tribunal		Actinium du chimiste	→
	→										↓		Ville normande
					Flâneuses	→							↓
Haute résolution	→			Plantes potagères	→								
Voyage sur place				Anneaux de cordage									
	→				↓								
				Portion	→								
Moteur	→												
Chevilles										Congénitaux	→		↓
	→									Surface			↓
				Dedans	→			Unité d'émulsion	→				
				Héros de Spielberg				Poste restante				Étain	
Fabriqués	→				↓				↓				↓
Le meilleur						Serrai	→						
	→												
		Petit saint	→			Est bien là	→						

PÉTROLE

Le baril de Brent à 77,74 dollars lundi à Londres

Les prix du pétrole fléchissaient légèrement lundi, en raison de signes de demande plus faible. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, perdait 0,70%, à 77,74 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, baissait de 0,81%, à 72,09 dollars. « Le marché s'est rapidement tourné vers les signes de demande plus faibles », notamment la baisse du prix de vente du brut d'Aramco, la compagnie nationale saoudienne, pour ses clients asiatiques, selon les analystes. Le conflit au Moyen-Orient pourrait cependant à nouveau porter les cours du brut, mais pour les analystes, sans perturbation tangible de l'offre, la hausse des prix ne devrait pas durer.

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 16 janvier 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CNAS

Appel au dépôt de la déclaration annuelle des salaires et des salariés avant le 31 janvier

L'agence d'Alger de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a appelé les employeurs, tous secteurs confondus, à déposer la déclaration annuelle des salaires et des salariés (DAS 2023) via son portail web (www.téléclaration.dz) durant le mois en cours (du 2 au 31 janvier 2024), indique lundi un communiqué de cette agence. Pour ce faire, une campagne de sensibilisation et d'information sur cette opération vient d'être lancée par la CNAS au profit des employeurs, note la même source, appelant à ce que cette déclaration soit déposée "dans les délais impartis". L'objectif de cette campagne consiste à "augmenter le potentiel cotisant et améliorer l'efficacité du recouvrement afin de préserver les droits des travailleurs et des employeurs, promouvoir le dialogue et améliorer le ciblage des entreprises à contrôler", précise la même source. Dans cette optique, la CNAS Agence d'Alger a indiqué avoir "fourni des efforts humains et matériels lui permettant de rappeler aux employeurs les informations et les clarifications nécessaires en matière de recouvrement, notamment les obligations en matière d'assujettissement et les procédures des déclarations", appelant également les employeurs à déposer leur "DAS" en ligne via le portail de la télé-déclaration disponible sur le site web de la CNAS www.cnas.dz.

R E.

BAGHDAD MANDOUCHE, ANCIEN PDG D'UNE FILIALE DE SONATRACH

«L'Algérie vendra du gaz avec zéro carbone en 2030»

L'expert en questions énergétiques et ancien PDG d'une filiale de Sonatrach, Baghdad Mandouche, a considéré que l'indexation du prix du gaz sur celui du pétrole et l'enjeu de la décarbonation du gaz qui arrive à terme en 2030 seront, inéluctablement, abordés lors du 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) qui se déroulera du 29 février au 2 mars prochains à Alger. Et si les experts prévoient à ce que cette rencontre pourrait aboutir à une future Opep du gaz, M. Mandouche a affirmé que « la question du gaz se pose différemment par rapport au pétrole, car ce n'est pas la même problématique ». Selon lui, les pays producteurs et exportateurs sont assujettis à des contrats à long terme, sur 10 et 20 ans et « sont ainsi liés aux clauses des contrats (...) Du coup, il ne pourrait pas y avoir une entente pour pouvoir diminuer la production au risque d'être pénalisé par un arbitrage international ». Lors de son passage, lundi, dans l'émission « L'invité de la Rédaction » de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne, il dira



que « l'Algérie a toujours indexé le prix du gaz sur le pétrole. Pour le moment, c'est une formule qui est à l'avantage du pays. D'autres pays l'ont fait aussi. Il n'y a pas que l'Algérie ». Citant l'exemple de la Russie, il précisera qu'« il faudra d'abord savoir que ce pays a un potentiel gaz beaucoup plus important que le potentiel pétrole et recèle des

réserves immenses. Si on exclut les États-Unis, la Russie est le premier exportateur au monde. Ses intérêts font qu'elle cherche à désindexer pour pouvoir négocier un prix du gaz séparé ». « Je ne crois pas que les pays du Forum vont aller dans ce sens. La plupart des pays ont cette formule d'indexation », estime encore M. Mandouche. Concernant l'autre enjeu du Forum, à savoir la décarbonation qui arrive à terme en 2030, M. Mandouche a souligné que celle-ci « exige des technologies pour le faire », rappelant que Sonatrach a bénéficié de cette technologie pour le champ d'In Salah avec son partenaire British Petroleum (BP) ». En revanche, il rappellera que les représentants d'Exxon Mobil, une société américaine, la plus importante au monde, ont récemment été reçus par le ministre en charge du secteur. « Exxon Mobil possède la dernière technologie en matière de décarbonation de gaz. Et parmi les points qui intéressent Sonatrach, c'est cette technologie. Et à partir de 2030, l'Algérie vendra du gaz avec zéro carbone ».

Source : la Radio

TENSIONS EN MER ROUGE

L'UE s'inquiète des conséquences sur les prix de l'énergie et l'inflation

Les tensions se sont accrues ces derniers jours en mer Rouge, où les rebelles yéménites Houthis soutenus par l'Iran attaquent des navires qui seraient liés à Israël, en solidarité avec les Palestiniens de Gaza. L'Union européenne s'inquiète des risques pour l'économie des tensions en mer Rouge, en particulier de leur éventuel impact sur les prix de l'énergie, a

déclaré ce lundi le commissaire européen à l'Économie, Paolo Gentiloni. « Nous savons que nous commençons cette année avec une croissance modérée, quelques bonnes nouvelles au sujet du marché du travail, mais aussi des préoccupations croissantes concernant les risques liés aux tensions géopolitiques », a déclaré Paolo Gentiloni, avant une réunion des ministres des Finances de

l'UE lundi et mardi à Bruxelles. « Ce qui se passe en mer Rouge semble, pour l'instant, ne pas avoir de conséquences sur les prix de l'énergie et l'inflation. Mais nous pensons qu'il faut surveiller cela de très près car ces conséquences pourraient se matérialiser dans les semaines à venir », a-t-il prévenu alors que les Vingt-Sept devaient discuter des perspectives économiques pour 2024.

L'Allemagne en récession Le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne a reculé de 0,3% en 2023, après une croissance de 1,8% en 2022, a annoncé lundi l'office allemand des statistiques Destatis. Certains experts voient la première économie européenne rester en récession cette année, en raison des taux d'intérêt élevés, du ralentissement de la demande mondiale et du coût de l'éner-

gie. Les tensions se sont accentuées ces derniers jours en mer Rouge où les rebelles yéménites Houthis soutenus par l'Iran attaquent des navires qui seraient liés à Israël, en solidarité avec les Palestiniens de Gaza. En riposte, les États-Unis et le Royaume-Uni ont mené vendredi et samedi des frappes contre des sites Houthis.

R I.

3E ÉDITION DU CONCOURS NATIONAL DU JOURNALISME ENVIRONNEMENTAL

Remise des prix aux lauréats

Les lauréats de la 3e édition du concours national du journalisme environnemental et qui honore les meilleurs contenus médiatiques qui contribuent à la conscientisation des questions de l'environnement, notamment le changement climatique en Algérie, ont été distingués, dimanche à Alger. La cérémonie de distinction des lauréats de ce concours, organisée par le Club de Spéléo-plongée et de Sports de montagne de Ain Beida (CSPS), sous le haut patronage de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, s'est déroulée en présence du secrétaire général (SG) du mi-

nistère de l'Energie et des Mines, Abdelkrim Aouissi et du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures, Rachid Nadil. Le 1er prix de ce concours lancé en octobre 2023 dans la catégorie "Reportage radiophonique", est revenu à la journaliste de la chaîne 1 de la radio algérienne, Fatifa El Charaf, sur le sujet de l'importante et des bienfaits du chêne-liège dans la préservation de l'environnement, sa capacité à réduire l'impact des feux de forêts et la protection de la diversité biologique. Le 1er prix dans la catégorie du "Reportage vidéo" a été remporté par le journaliste de la chaîne Echorouk TV, Omar

Boudi, pour un compte-rendu audio-visuel sur le sujets des dangers de l'asbeste "l'amiante" qui est "un minéral à texture épaisse qui peut causer des problèmes de santé en l'inhalant, en l'avalant et en étant au contact de la peau pour une longue période". En ce qui concerne la catégorie "Article de presse", le premier prix est revenu au journaliste Mohamed Mir dont l'article a été publié sur le site électronique "Twala.info", traitant de l'état de sécheresse et des changements climatiques dans la région d'Ain Lahdjar (Wilaya de Sétif) et de leurs impacts sur les éleveurs bovins et les activités d'élevage. Par ail-

leurs, le président du comité du jury, Samir Ghrimess, a affirmé dans une déclaration à l'APS que le journalisme environnemental s'est "considérablement développé" en Algérie comparativement aux années précédentes, où les questions environnementales étaient abordées "occasionnellement". M. Ghrimess, également expert en changements climatiques, a salué "le rôle important" du journalisme environnemental dans la mise en exergue des solutions environnementales innovantes, soulignant l'importance de ce concours dans la mise en valeur des talents des journalistes spécialisés dans l'environnement.